

JOUILLET 1855.

# JOURNAL DE CHIMIE MÉDICALE,

## DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

### SUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE.

L'exposition universelle étant à peu près complète, nous ferons connaître à nos lecteurs ce que nous fera éprouver la vue de ces merveilles de l'industrie; nous nous attacherons à parler à nos abonnés des matières qui peuvent les intéresser, laissant à d'autres ce qui est dehors de notre spécialité.

Nous avons, pour mieux remplir la tâche que nous nous sommes imposée, demandé qu'il nous fût délivré une carte d'entrée pour le rédacteur en chef, et une deuxième carte pour le rédacteur chargé des comptes-rendus; on nous a répondu que notre journal *avait été exclu* de la distribution des cartes faites aux journalistes.

Nous pensons que cette exclusion est injuste; en voici les raisons.

1° Notre journal est dans sa trente-unième année d'existence, et depuis trente ans il a fait connaître toutes les décou-

vertes faites en chimie, en histoire naturelle, et dans les sciences accessoires.

2° Depuis vingt ans il a signalé les fraudes commerciales, et il a indiqué les moyens de les reconnaître.

3° Depuis plus de trente ans, le rédacteur en chef s'est consacré à l'application de la chimie, à l'industrie, et il a fait tout ce qu'il était possible de faire pour être utile à la science et aux arts industriels.

Mais ce n'est pas une raison parce qu'une carte ne nous a pas été octroyée pour que nous ne fassions pas tout ce que nous pourrons pour faire connaître à nos lecteurs ce que nous avons reconnu d'utile parmi les produits qui ont été envoyés à Paris.

Mais, avant tout, quelques journaux ont rappelé les anciennes expositions; nous rappellerons, nous, qu'en 1830 le gouvernement d'alors avait, par une ordonnance du 24 janvier, décidé, après lecture d'un rapport de M. le ministre de l'intérieur, qu'un palais de l'Industrie serait érigé à Paris.

Voici une partie du texte de l'ordonnance du 24 janvier 1830 :  
« Art. 1<sup>er</sup>. *Le bâtiment dont les constructions avaient été commencées sur le quai d'Orsay (les bâtiments occupés par le conseil d'État) est et demeure affecté à l'exposition des produits de l'industrie,* » etc.

Dès cette époque, préoccupé des besoins de l'industrie, nous avons publié des réflexions sur le rapport et sur l'ordonnance du 24 janvier 1830.

Voici ces réflexions. On verra qu'elles sont en partie applicables au Palais qui a été édifié dans les Champs-Élysées :

« L'ordonnance et le rapport qui précèdent, en faisant connaître l'intention de l'autorité d'accorder aux industriels un local spécial pour l'exposition de leurs produits, a pénétré tous les exposants d'une vive reconnaissance; mais, en même

temps, elle a fait naître des réflexions sur le mode qu'il paraîtrait le plus convenable de suivre pour l'exposition des produits afin d'en obtenir les résultats les plus avantageux ; c'est par suite de ces réflexions, et après nous en être entretenu avec un grand nombre d'exposants, avec des savants et des technologistes, que nous croyons pouvoir assurer qu'il résulterait de l'établissement du palais de l'Exposition des produits de l'industrie un bienfait immense. »

Si, tout en réservant dans le Palais quelques salles pour la réunion des sociétés savantes, l'exposition, au lieu d'être générale à des époques déterminées et de s'appliquer à tous les départements, était rendue permanente et présentait successivement et à tour de rôle les produits de quelques départements, cinq par exemple, en laissant, par exception, le département de la Seine pour commencer ou compléter l'exposition, elle s'effectuerait en quatre ans et demi, si les produits de chaque série de département restaient exposés pendant trois mois ; en trois ans, si ces produits restaient seulement à l'exposition pendant deux mois ; enfin en un an et demi, si l'exposition n'était que d'un mois.

On prendrait, pour composer chaque série, des départements très industriels pour les faire exposer avec ceux qui le sont le moins, ou qui passent, à tort, pour ne pas l'être du tout, car on trouve sur tous les points de la France des produits qui présenteraient un intérêt relatif s'ils étaient plus connus.

Voici les avantages de ces expositions : 1<sup>o</sup> Les exposants, lors de la distribution des médailles, lors des mentions honorables, n'auraient pas à lutter avec le département de la Seine, où les produits, quelquefois d'une moindre qualité, ont un fini qui séduit et qui leur mérite les honneurs et les récompenses. 2<sup>o</sup> Les produits exposés, quoique moins brillants que ceux de Paris, auraient le droit de fixer l'attention, ces produits

étant solides, moins chers que ceux fabriqués dans la capitale et plus à la portée de la classe moyenne. 3° Les exposants de tous les départements se mettraient en relation avec les négociants de Paris et avec ceux qui s'approvisionnent dans la capitale; il en résulterait de nouveaux débouchés, une répartition plus égale de l'argent donné en échange de produits industriels. 4° Les expositions ayant lieu entre départements, et celle du département de la Seine se faisant en dehors, ces expositions seraient plus complètes. On ne reprocherait point à ce département d'avoir le plus grand avantage lors des distributions, avantage qui résulte et de la perfection des objets manufacturés, et aussi de la facilité qu'ont les industriels qui habitent ce département de connaître tout ce qui se fait dans les sciences et dans les arts, et d'étudier des connaissances pour les appliquer au genre d'industrie qu'ils exercent. 5° Les exposants auraient une place suffisante pour leurs produits, qu'on ne serait plus obligé d'entasser les uns sur les autres, et l'on ne pourrait nullement confondre les produits de telle fabrique avec ceux de telle autre. 6° Les expositions auraient l'immense avantage de nous faire connaître une foule de produits dont à peine nous soupçonnons l'existence, par la raison qu'il est en nous de connaître souvent mieux ce qui se fait à l'étranger que ce qui se fait chez nous.

Pour donner à l'Exposition plus d'importance, et pour en tirer tout le parti possible, il faudrait 1° que les préfets, en stimulant les fabricants et les manufacturiers, fissent recueillir des documents sur les manufactures qui enverraient à l'Exposition, sur l'importance de la fabrication, sur le nombre d'ouvriers employés, sur la valeur des objets fabriqués, enfin sur les débouchés établis et sur ceux à établir; 2° que les objets, avant d'être envoyés à l'Exposition, fussent soumis à l'examen d'un jury choisi dans le département même, parmi les savants



et les manufacturiers ; 3° que les préfets fissent rassembler les produits divers du règne minéral qui pourraient être recueillis sur les différents points du département. Ces minéraux, lors de l'exposition, pourraient faire reconnaître aux savants des produits susceptibles d'être employés dans les arts ou qui pourraient être exploités avec succès pour obtenir tel métal ou tel oxyde qui nous est apporté de l'étranger et dont la présence en France est à peine soupçonnée ou a été entièrement oubliée.

Pour établir d'une manière exacte quels seraient les produits qui pourraient être à l'Exposition par tel ou tel département, nous avons consulté des documents déjà nombreux que nous avons mis en réserve pour une statistique industrielle que nous avons eu l'intention de faire, mais qui nous a paru impossible à établir, à cause des recherches immenses qu'il aurait fallu faire et du nombre d'années qu'il eût fallu employer pour mettre au jour un travail utile; ce travail, d'une difficile exécution pour plusieurs personnes, est facile au gouvernement, à l'aide des préfets, qui ont à leur disposition tous les documents qui seraient nécessaires pour cet important travail.

Pour ces documents, tout imparfaits qu'ils sont, nous avons vu 1° que le département de l'Ain pourrait envoyer à l'Exposition, en produits fabriqués, des acétates de fer, des bois ouvrés et tournés de Saint-Claude, des briques réfractaires, des chandres peignés, des chapeaux de paille façon d'Italie, des cotons tissés et filés, de la corne travaillée, des creusets infusibles, des draps communs et d'autres, des fers en barres et travaillés, des laines et cachemires, des peaux tannées corroyées, des soies écruës, filées et tissées, des sels de soude, des toiles écruës et d'emballage, du vinaigre de bois, etc., etc. 2° En produits naturels du règne animal, des asphaltes ou bitumes, des argiles de diverses natures, de la chaux hydraulique, des

échantillons de carbonate de chaux propre à la bâtisse et à la lithographie, des échantillons de mines de fer de Cuzieu, de Tenay, de Saint Rambert, de la mine d'oxyde de manganèse de Bouvent.

En prenant pour exemple le premier département qui s'est présenté à nous par ordre alphabétique, on peut juger par induction de tout ce qu'offriraient les autres, et des grands avantages qui résulteraient pour la France d'un pareil mode d'exposition. On pourrait encore, si ma manière de voir pour l'exposition n'était pas accueillie, ordonner de temps en temps une exposition des produits naturels du règne minéral, exposition où seraient appelés tous les départements. Les résultats d'une pareille exposition pourraient être immenses pour notre industrie.

Nous allons maintenant traiter de quelques-uns des produits admis à l'Exposition de 1855.

Les premiers dont nous nous occuperons sont ceux de M. Lefranc, pharmacien, reçu à l'École de Paris, habitant Pontorson (Manche). Ce pharmacien ayant fait ses études premières à Pontorson, il reconnut que dans cette localité il y avait un très grand nombre de plantes médicinales et qu'on pouvait les récolter avec avantage. Il fit faire cette récolte en 1841, alors qu'il eut fini ses études à Paris et qu'il fut rentré et établi dans cette ville. Voici comme opéra M. Lefranc : Il fit la recherche de personnes qui, en raison de leur manque de forces, ne peuvent se livrer à de rudes travaux (agricoles), les vieillards, les femmes, les enfants ; il leur apprit à connaître les plantes, le temps où il fallait les récolter, les préparations qu'il fallait leur faire subir avant de les soumettre à la dessiccation, etc. Commencées sur une petite échelle, les opérations de M. Lefranc prirent de l'extension, et il est parvenu à donner à quinze cents individus un travail assuré, et s'il ne leur a pro-

euré l'aisance, il leur a fourni au moins le nécessaire; c'est ce qui résulte d'un certificat authentique envoyé au président de l'Exposition des produits de l'industrie et au comité de l'arrondissement d'Avranches.

On conçoit tout le travail qui a dû incomber à M. Lefranc pour monter une pareille industrie; les plantes récoltées, il fallait les sécher; il fallait, de plus, trouver des débouchés, il y est parvenu; et s'il n'a pas fait un grand bénéfice, il a été du moins le bienfaiteur d'un grand nombre de malheureux qui lui doivent leur existence.

M. Lefranc aurait voulu mettre à l'Exposition tous les produits qu'il prépare; mais, la place lui ayant manqué, il n'en a mis qu'un très petit nombre d'échantillons. Ils suffiront pour faire apprécier les avantages que présentent des plantes bien récoltées, bien conservées, sur des plantes récoltées sans soins, et qui souvent se détériorent avant leur complète dessiccation.

Les procédés que M. Lefranc emploie sont : 1° la dessiccation à air chaud dans un local privé de lumière; 2° la dessiccation à l'air libre dans un local abrité des rayons solaires.

Le premier mode se pratique dans un local parfaitement clos et parfaitement ventilé; les parois sont garnies de montants disposés à recevoir le plus grand nombre de claies possibles. Ces claies sont formées de cadres en bois de 1 m. 20 c. de long sur 0 m. 80 c. de large; le fond est en mousseline canevas très claire et qui est parfaitement tendue au moyen de clous à tapissier. Ces cadres sont maintenus par deux barres en bois de 10 c. de hauteur, ce qui sert à tenir une distance entre les claies, qui sont placées les unes sur les autres jusqu'à la hauteur des montants. On place les plantes sur ces claies, et la dessiccation à feu en quatre jours.

La dessiccation est opérée au moyen d'un fourneau placé au

centre du séchoir. Ce fourneau est muni de tuyaux qui font tout le tour du local.

M. Lefranc, pour la dessiccation des plantes, ne dépasse pas la température de 40°, et cette température est réglée en faisant usage d'un thermomètre.

La dessiccation à l'air libre se fait dans des greniers très aérés, où les plantes sont convenablement placées; elles restent dans ces greniers jusqu'à parfaite dessiccation.

Les principaux produits que M. Lefranc récolte et dessèche sont :

1° La fleur du coquelicot (*papaver rheas*). La cueille dure deux mois, et il en récolte 20,000 kil. année moyenne ;

2° La fleur de mauve (*malva officinalis*). Cette plante, qui est très abondante, fournissait à M. Lefranc des fleurs trop petites. Pour obvier à cet inconvénient, il a fait cultiver cette plante. La graine de mauve tirée de Paris a été distribuée à divers individus qui l'ont semée et plantée dans leurs terrains pour en faire la récolte. M. Lefranc récolte annuellement 9,000 kil. de fleurs vertes, ce qui représente 1,500 kil. de fleurs sèches ;

3° La fleur de tussilage (*tussilago farfara*). Cette plante, qui vient sans culture, se récolte en avril et en mai. Annuellement on en récolte 8,500 kil., qui, séchées, donnent 1,500 kil. de fleurs livrables au commerce ;

4° La racine de chiendent (*triticum repens*). 16,000 kil. de ces racines sont ramassées en suivant la charrue lors de la préparation des terres. Ces 16,000 kil. donnent 4,000 kil. de chiendent sec ;

5° Racines de patience et racines de consoude. 4,000 kil. de racines sont ramassées lors du sarclage des récoltes. Ces 4,000 kil. de racines fournissent en produits secs 1,000 kil.

Outre ces produits, viennent les fleurs de sureau, le houblon,



la camomille romaine, la rose de Provins, la fleur de guimauve, la scabieuse, le bouillon blanc, etc., etc., la pulmonaire de chêne, la petite centaurée, la reine des prés, l'hysope, la marjolaine, le mélilot, la belladone, la mélisse, la menthe poivrée, la pariétaire, la fumeterre, le trefle d'eau, la menthe aquatique, la mercuriale, les feuilles de noyer, les feuilles de frêne, le marube blanc, l'armoise, la valériane, l'aunée, etc.

M. Lefranc fait aussi récolter dans la baie du Mont-Saint-Michel les os de sèche, et la récolte annuelle est de 80 à 100,000.

On voit que l'industrie de M. Lefranc mérite de fixer l'attention, et qu'il a rendu service à son pays en utilisant des bras inoccupés à la récolte des produits destinés aux usages de la médecine.

---

#### SUBSTANCES MÉDICAMENTEUSES ENVOYÉES D'ÉGYPTE.

L'Égypte, ce beau pays, a fourni son tribut à l'Exposition de 1855.

Parmi les produits qu'elle expose, on trouve des siliques de casse, du tamarin, du miel, de l'opium, des semences d'anis de fenouil, de moutarde, de lin, de cumin, de fena grec, des racines de réglisse, du safran, des gommés, du sené, de l'eau de menthe, de l'eau de roses. Au nombre des produits destinés à l'industrie on trouve des huiles de navette, de laitue, de lin, le carthame, le chanvre, le coton, la cire, la sésame, l'indigo, les cornes de rhinocéros.

Les produits naturels tirés de ce pays sont l'albâtre, l'alun, diverses argiles, le gypse, l'huile de natron, le pétrole, la sanguine, le soufre.

Il serait utile de procéder à l'analyse d'une portion de l'opium

d'Égypte dont l'origine est certaine pour voir combien cet opium contient de morphine.

S'il nous est possible de faire ce travail, nous rendrons compte à nos lecteurs des résultats obtenus. A. CHEVALLIER.

---

## TOXICOLOGIE.

### EMPOISONNEMENT PAR LE PHOSPHORE.

*Cour d'assises de la Gironde.* — Présidence de M. Blondeau.

Dans la journée du 4 janvier dernier, le sieur G..., cultivateur, demeurant à Sainte-Foy, expira au milieu de vives coliques, suivies de vomissements, après deux jours de souffrance. Cette mort fut aussitôt attribuée à un empoisonnement, et la rumeur publique désigna, comme l'auteur de ce crime, la nommée Jeanne B..., sa femme, qui fut aussitôt arrêtée par ordre de l'autorité locale.

L'instruction criminelle, à laquelle il a été procédé, a établi avec certitude que G... était en effet mort victime d'un empoisonnement, et confirmé les soupçons élevés contre J. B...

Dans la soirée du 31 décembre, la femme G... quitta son domicile et laissa son mari prendre seul son repas du soir. Cet homme, après avoir mangé sa soupe, se plaignit à la femme B..., épouse M..., demeurant dans sa maison, que cette soupe lui brûlait le ventre et avait un goût de soufre. Dans le bouillon qui restait, elle remarqua, lorsque G... l'eut agité avec le doigt, des lueurs bleuâtres qui s'en échappèrent, semblables à celles que produit le frottement d'allumettes chimiques.

Le lendemain, G... raconta au même témoin que, lorsqu'il avait voulu faire chauffer son bouillon, le feu s'était mis au pot qui le contenait. Dans cette même journée, il dit au sieur M...,

mari de la femme B..., en lui apportant son saloir, qu'il y avait trouvé du soufre, et lui en fit voir dans la main une certaine quantité qu'il venait d'en tirer. Malgré le mauvais goût qu'il avait trouvé à sa soupe et le dérangement qu'il avait éprouvé le 31 décembre au soir, G... avait achevé de manger le reste le lendemain.

Dès le 2 janvier, il fut pris de vives douleurs de ventre, à la suite desquelles il expira deux jours après. L'une des personnes qui lui donnaient des soins, la femme P..., fut frappée, à la suite des secondes déjections de Gauthier, d'une espèce de dépôt brun qui se formait au fond du vase où elles étaient reçues. Elle en détacha un morceau gros comme une lentille, à l'aide d'une broche, et l'approcha de la lumière, où il s'enflamma aussitôt, en dégageant une flamme semblable à celle que produit le soufre (1).

La femme de B..., fille du premier mariage de G..., eut de plus occasion de remarquer, pendant les soins que l'on donnait à son père, que l'accusée s'était empressée de rincer une bouteille dont on avait besoin pour aller chercher du vin réclamé afin de faciliter l'action des sangsues, dont l'apposition avait été ordonnée. Ce témoin sentit la bouteille qui avait été déposée sur la table et reconnut qu'elle exhalait une odeur de soufre. Cette bouteille était celle qui était habituellement destinée à contenir la boisson de G...

L'ensemble de ces faits était de nature à faire soupçonner un empoisonnement. Les recherches de la science l'ont démontré avec évidence.

---

(1) Cette confusion d'odeurs et de phénomènes de la combustion du soufre et du phosphore, qui sont si différentes, ne peuvent s'expliquer que par le peu de connaissance qu'ont les personnes qui parlent de choses qu'elles n'examinent pas.

L'autopsie de ce cadavre, faite par les hommes de l'art, les a amenés à conclure que la mort de G... avait été occasionnée par une gastro-entérite aiguë.

L'analyse chimique des organes de la victime, et celle des substances contenues dans la bouteille signalée par la femme B..., ont révélé la cause criminelle des désordres inflammatoires à la suite desquels G... avait succombé.

Les opérations des experts chimistes leur ont fait découvrir, dans les matières de l'estomac et des intestins, une plus grande quantité de *phosphate* qu'on n'en trouve à l'état ordinaire. Cette observation les a portés à penser que ces phosphates ont pu être formés accidentellement par une certaine quantité de *phosphore libre*, introduit dans l'organisme humain au moyen des voies alimentaires.

De plus, leurs expériences les ont conduits à constater, dans le dépôt de la bouteille ci-dessus indiquée, ainsi que dans les matières déposées sur les parois, l'existence du phosphore libre. « Ces divers éléments, ajoutent les experts, forment cette pâte amidonnée et phosphorée qui se vend journellement pour détruire les rats, les souris et les taupes. »

Ils ont été, enfin, unanimes à regarder comme très probable cette conclusion définitive de leurs observations :

Ingestion dans l'estomac de G... d'une substance féculente et phosphorée, laquelle a produit les accidents violents rapportés dans l'instruction, les désordres constatés sur les viscères, et, en dernier résultat, la mort de cet individu.

Les faits établis par l'instruction, à la suite de ces constatations, signalent hautement, à leur tour, J. B.... comme coupable de l'empoisonnement qui a occasionné la mort de son mari. Ainsi, il a été démontré, par le témoignage des époux J..., que, dans les jours qui ont immédiatement précédé le dérangement de G..., l'accusée est venue, à deux fois diffé-



rentes, acheter chez eux de la pâte phosphorée pour donner la mort aux rats. La femme G... convient de l'un de ces achats seulement, dont elle fixe la date à une époque antérieure de quinze jours à celle indiquée par les témoins.

Elle ajoute que, les rats les fatiguant dans leur maison, c'est son mari qui a voulu qu'elle allât chercher la substance dont elle s'est servie pour les détruire, et qu'ils auraient en entier consommée. Mais les époux M..., propriétaires de la maison et qui y demeurent, affirment que, depuis longtemps, les rats ne commettaient aucun dégât chez eux. Pour y faire croire et justifier la possession du phosphore, l'accusée a eu le soin de pratiquer sur des draps de lit plusieurs coupures, dans le but de simuler les morsures de ces animaux. Mais on a reconnu que ces coupures avaient été faites à l'aide d'un instrument tranchant. Les époux M... ont trouvé, de plus, dans un réduit de leur maison, *un paquet d'allumettes chimiques dont la partie inflammable avait été râclée.*

La conduite de l'accusée aux époques voisines du crime concourt encore à révéler sa culpabilité. Le 31 décembre, dans la soirée, elle s'est refusée à souper avec son mari, sous prétexte qu'elle était occupée chez M. le curé de la paroisse. Ce prétexte n'était qu'un mensonge. Pour laisser passer le temps du repas du soir, elle alla chercher un pain et un fagot, alors qu'il a été établi que ce jour-là il y avait du pain et du bois dans la maison. Le lendemain, 1<sup>er</sup> janvier, dans le but évident de ne pas partager avec son mari les mets où elle avait jeté du poison, elle s'éloigna de son domicile, prétextant une visite à faire à ses parents dans une commune voisine, et ne rentra chez elle que le 2 dans la journée. En arrivant, elle trouva plusieurs voisins autour de son mari, et reprocha à la femme B... d'avoir laissé entrer tant de monde chez elle. Malgré la recommandation faite par les médecins de conserver les matières vomies

par G..., on n'en retrouva plus qu'une faible quantité ; la plus grande partie avait été jetée aux environs de la maison, au milieu d'un tas d'immondices.

G... a déclaré à plusieurs témoins, qui en déposent, qu'il avait vu sa femme emporter ces déjections qu'elle a ainsi fait disparaître. La plus mauvaise intelligence existait entre G... et sa femme. Celle-ci l'avait quittée pendant de longues années, et n'était venue demeurer avec lui que depuis peu de temps. Il existait entre eux une grande disproportion d'âge, et plusieurs fois l'accusée avait manifesté le désir de se voir débarrassée de ce vieillard. « Si je pouvais lui donner un bouillon de onze heures, disait-elle à l'un de ses voisins, je le ferais bien. » Le 1<sup>er</sup> janvier au matin, sur les observations de la femme B..., qui lui disait qu'elle avait tort de quitter son mari souffrant, elle répondait : « Je voudrais qu'il fût crevé. »

L'ensemble de ces faits ne permet pas de s'arrêter aux dénégations constantes de l'accusée, démenties à chaque pas par l'instruction, et la signale comme le seul auteur de l'empoisonnement de son mari.

Les dépositions des témoins n'ont révélé aucun fait nouveau. Après le réquisitoire de M. l'avocat-général, l'accusée a été défendue par M<sup>e</sup> Lulé-Desjardin fils, assisté de son père.

Le verdict du jury ayant été affirmatif, avec admission de circonstances atténuantes, l'accusée a été condamnée par la Cour aux travaux forcés à perpétuité.

---

#### EMPOISONNEMENT PAR LES ALLUMETTES CHIMIQUES.

Une mère de famille de la commune de Nalzens (Arriège) vient de mourir victime d'un singulier accident. Cette femme avait fait cuire des légumes dans un pot où se trouvait renfermé, par mégarde, un paquet d'allumettes chimiques, et elle

y avait puisé ce qu'il lui en fallait pour son souper, sans s'apercevoir de rien. Quelques instants après, ayant versé les légumes dans un plat pour en donner à ses enfants, elle vit les allumettes, et s'abstint de servir un repas qu'elle crut pouvoir être nuisible; et en effet, déjà elle ressentait les symptômes d'empoisonnement qui ne tardèrent pas à s'aggraver. Elle a succombé après deux jours de souffrance.

---

#### EMPOISONNEMENT PAR ERREUR.

Une jeune fille de vingt-trois ans vient de succomber par suite d'une erreur.

Malade, la mère avait consulté pour elle. On avait ordonné une purgation à l'aide de l'eau de Sedlitz et un bain avec de l'eau de Barèges. La malheureuse mère commit une erreur, et un verre d'eau de Barèges pour bain détermina la mort de sa malheureuse enfant.

Ce fait prouve l'utilité de l'arrêté de M. le préfet de la Loire-Inférieure que nous avons publié dans un de nos précédents numéros.

A. CHEVALLIER.

---

#### FALSIFICATIONS.

##### SUR LES FALSIFICATIONS DES HUILES;

Par T. CRACE CALVERT.

(Extrait du *Pharmaceutical Journal*; février 1854.)

M. Calvert, professeur de chimie à Manchester, vient de publier, sur les falsifications des huiles et les moyens de les reconnaître, des recherches qui ont eu un grand retentissement en Angleterre.

Dans son travail, M. Calvert s'est placé à un point de vue

entièrement neuf. Jusqu'ici l'on n'avait exercé sur les huiles que des actions énergiques ; au lieu de cela, M. Calvert a essayé des agents d'une force modérée, tels que les acides étendus, les lessives alcalines diluées. C'est surtout par l'application successive d'un acide faible et d'une dissolution de soude caustique qu'il arrive à séparer les unes des autres les huiles les plus usitées. Celles qu'il a soumises à son examen sont les suivantes :

Huiles de poisson. . .	{	De baleine.
		De dauphin.
		De foie de morue.
Huiles animales. . . . .	{	De saindoux.
		De pied de bœuf.
Huiles végétales. . . .	{	D'olive.
		De Gallipoli (1).
		D'arachide.
		De colza.
		D'œillette.
		De noix.
		De sésame.
		De ricin.
		De chènevis.
		De lin.

Le premier réactif qu'emploie M. Calvert consiste dans une solution de soude caustique d'une densité de 1,340, et les différences de coloration et de fluidité de la masse lui permettent de distinguer certaines classes d'huiles. Ainsi, en mélangeant 5 volumes d'huile avec 1 volume de la liqueur d'essai, mêlant bien et laissant reposer quelques minutes (pour les différents

---

(1) L'huile de Gallipoli est une huile végétale très employée en Angleterre, et importée directement de Grèce et de Turquie d'Europe.



agents employés dans cette méthode, on opère sensiblement de la même manière) les huiles de poisson, à l'exception de toutes les autres, prennent une couleur rouge si nette, que l'on peut, dans toute autre huile, découvrir, par ce moyen, 1 pour 100 d'huile de poisson. Lorsqu'on veut reconnaître une huile, sans chercher si elle est falsifiée, on peut utiliser certains caractères que donne la soude caustique; ainsi, l'huile de chènevis devient assez solide pour qu'on puisse impunément renverser le vase qui la contient; l'huile de lin, au contraire, reste fluide.

M. Calvert soumet également les huiles à l'action de l'acide sulfurique étendu. Il l'emploie à trois degrés de densité différents :

1° Densité = 1,475. Les huiles de lin et de chènevis se colorent en vert par ce réactif, et d'une manière assez nette pour qu'on puisse en reconnaître 10 pour 100 dans toute autre huile. Les huiles de poisson se colorent en rouge, ce sont là les réactions les plus frappantes données par cet agent;

2° Densité = 1,530. Les huiles de lin, de chènevis, de poisson, de Gallipoli et de noix, sont les seules qui donnent avec ce réactif des colorations distinctes, colorations qui, du reste, se rapprochent de celles obtenues avec le n° 1;

3° Densité = 1,635. Cet acide donne des colorations très nettes qui peuvent être très utiles; les huiles de poisson et les huiles animales se colorent en brun; il en est de même des huiles de Gallipoli, de colza, de noix, d'arachide, tandis que les huiles d'olive, de chènevis, de lin, se colorent en vert d'une intensité variable.

L'emploi de l'acide nitrique étendu a donné également de bons résultats :

1° Densité = 1,180. On peut aisément, au moyen des colorations diverses données par cet essai, reconnaître 10 pour 100

d'huile de chènevis dans l'huile de lin ; cette dernière devenant alors verte, au lieu de prendre une teinte jaune, ce qui arriverait si elle était pure ;

2° Densité = 1,220. Les caractères principaux que présente cet acide, sont ceux relatifs aux huiles de noix et de sésame (coloration rouge), de chènevis (verte), d'œillette (jaune-rouge) et de dauphin (rouge clair) ;

3° Densité = 1,330. Cet acide donne également des colorations très marquées ; mais si l'on traite ensuite l'huile par la soude caustique, les deux actions réunies donnent des caractères très nets ; ainsi, par ce moyen, on peut reconnaître les falsifications suivantes qui sont très usitées :

« L'huile de Gallipoli peut être falsifiée avec l'huile de poisson ; la première donne avec l'acide une coloration nulle, et avec la soude une masse de consistance fibreuse, tandis que les huiles de poisson se colorent en rouge par l'acide, et deviennent mucilagineuses avec l'alcali.

« L'huile de ricin avec l'huile d'œillette ; la première prend avec l'acide une teinte rougeâtre, et la masse avec l'alcali perd beaucoup de son apparence fibreuse.

« L'huile de colza avec l'huile de noix ; la première prend avec l'acide nitrique une couleur plus ou moins rouge, que l'addition de l'alcali augmente encore, en même temps que la masse demi-saponifiée devient plus fibreuse. »

M. Calvert a essayé aussi l'action de l'acide phosphorique sirupeux ; un seul fait est à noter, c'est la couleur rouge, devenant rapidement noire, qu'il communique aux huiles de poisson, réaction si nette que dans une huile quelconque, on pourra reconnaître un pour mille de celle-ci.

Un mélange d'acides sulfurique et nitrique a donné des résultats trop violents ; toutes les huiles se colorant très fortement, à l'exception de celles d'œillette, d'olive et de noix.

Mais les résultats les plus nets et les plus délicats ont été obtenus par l'application successive d'une eau régale, composée de 25 volumes acide chlorhydrique (densité = 1,155), et 1 volume d'acide nitrique (densité = 1,330), et d'une dissolution de soude caustique. Les réactions n'apparaissent guère que par l'application de la soude; elles sont consignées dans le tableau général dressé par M. Calvert, et que nous donnons à la suite.

M. Calvert termine en disant :

« Pour montrer quel usage on peut faire des tableaux pré-  
« cédents, je supposerai un échantillon d'huile de colza, al-  
« térée par quelqu'autre huile très difficile à reconnaître, j'em-  
« ploierai d'abord la liqueur alcaline, qui, me donnant une  
« masse blanche, me prouvera l'absence des huiles de poisson  
« ainsi que des huiles de lin et de chènevis, l'échantillon en  
« question ne donnant aucune réaction nette avec les trois  
« acides sulfurique et nitrique, nous éliminons les huiles d'œil-  
« lette et de sésame, qui auraient rougi; il ne reste donc plus  
« à rechercher que les huiles de pied de bœuf, de saindoux,  
« d'arachide, d'olive et de ricin. Pour découvrir laquelle de  
« ces huiles est mélangée avec l'huile suspecte, j'en agite une  
« partie d'abord avec l'acide nitrique (densité = 1,330), puis  
« avec la soude caustique. Ces deux actions réunies excluent  
« les huiles de pied de bœuf, d'arachide et de ricin, l'échantil-  
« lon ne donnant pas dans ce cas une masse fluide demi-saponi-  
« fiée. En appliquant l'acide phosphorique sirupeux, je n'ob-  
« tiens pas de coloration verte; l'huile d'olive se trouve élimi-  
« née. Quant à l'huile de saindoux, on reconnaîtra sa présence  
« en ajoutant de la soude caustique à l'huile préalablement  
« traitée par l'eau régale; l'huile de colza seule donnant une  
« masse jaunâtre demi-saponifiée, tandis que l'huile de saindoux  
« donne une masse rose fluide. »

HUILES.	SOUDE CAUSTIQUE. Densité : 1,340.	ACIDE SULFURIQUE. Dens. : 1,475.	ACIDE SULFURIQUE. Densité : 1,530.	ACIDE SULFURIQUE. Dens. 1,635.	ACIDE NITRIQUE. Densité 1,180.	ACIDE NITRIQUE. Densité : 1,230.
<i>D'olive. . . . .</i>	Jaune clair.	Teinte verte.	Blanc-verdâtre.	Vert clair.	Verdâtre.	Verdâtre.
<i>De Gallipoli. . .</i>	Idem.	Idem.	Gris.	Brun.	Idem.	Idem.
<i>D'arachide. . . .</i>	Blanc épais.	. . . . .	Blanc sale.	Brun clair.	. . . . .	. . . . .
<i>De colza. . . . .</i>	Blanc-jaunâtre sale.	. . . . .	Rose.	Brun.	. . . . .	. . . . .
<i>D'aillette. . . . .</i>	Idem.	. . . . .	Blanc sale.	. . . . .	. . . . .	Jaune orangé.
<i>De noix. . . . .</i>	Idem.	Brunâtre.	Gris.	Brun.	Jaune.	Rouge.
<i>De sésame. . . .</i>	Idem.	Teinte verte.	Blanc sale ver- dâtre.	. . . . .	Jaune orangé.	Idem.
<i>De ricin. . . . .</i>	Blanc.	. . . . .	Blanc sale.	. . . . .	. . . . .	. . . . .
<i>De chènevis. . .</i>	Jaune-brunâtre épais.	Vert foncé.	Vert foncé.	Vert foncé.	Vert sale.	Brun-verdâtre sale.
<i>De lin. . . . .</i>	Jaune fluide.	Vert.	Vert sale.	Vert.	Jaune.	Jaune.
<i>De saindoux. . .</i>	Blanc rosé.	Blanc sale.	Blanc sale.	Brun clair.	. . . . .	. . . . .
<i>De pied de bœuf</i>	Blanc-jaunâtre sale.	Teintejaune.	Blanc-brun sale.	Brun.	Jaune clair.	Jaune clair.
<i>De baleine. . . .</i>	Rouge foncé.	Rouge clair.	Rouge.	Brun foncé.	Idem.	Idem.
<i>De dauphin. . .</i>	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.	Rose.	Rouge clair.
<i>De foie de morue.</i>	Idem.	Cramoisi.	Cramoisi.	Idem.	. . . . .	. . . . .

### THÉRAPEUTIQUE.

#### TRAITEMENT DES GERÇURES DU SEIN PENDANT L'ALLAITEMENT ;

Par A. BOURDEL, professeur agrégé de la Faculté de médecine  
de Montpellier, médecin-inspecteur de la Malou.

L'auteur croit que, parmi les substances propres à remplir ces diverses indications, la *teinture de benjoin* est à même de rendre les plus grands services. Il l'a employée bien souvent depuis plus de dix ans, et il n'a jamais eu qu'à se louer d'y avoir eu recours.

L'auteur emploie ce moyen contre les gerçures du sein,



es réactions.

ACIDE NITRIQUE. Densité : 1,330	SOUDE CAUSTIQUE. Densité : 1,340.	ACIDE PHOSPHORIQUE sirupeux.	ACIDES SULFURIQUE et NITRIQUE.	EAU RÉGALE.	SOUDE CAUSTIQUE. Densité : 1,340.
Verdâtre.	Masse blanche fluide.	Vert clair.	Jaune orangé.	.....	Masse blanche fluide.
Idem.	Masse blanche fibreuse.	Idem.	Brun foncé.	.....	Masse fibreuse blanc jaunâtre.
.....	Idem.	.....	Blanc orangé.	.....	Masse blanche fibreuse
.....	Masse blanche fluide.	.....	Brun foncé.	.....	Masse fibreuse blanc jaunâtre.
angé. Rouge.	Masse fluide rouge clair.	.....	Jaune clair.	.....	Masse fluide rose foncé
Rouge foncé.	Masse rouge fibreuse.	Jaune-brun.	Brun foncé.	Jaune.	Masse fibreuse orangé
Idem.	Masse rouge fluide surnageant une liqueur brune.	.....	Vert devenant rouge foncé.	Idem.	Masse fluide orangé surnageant une liqueur brune.
.....	Masse blanche fibreuse.	.....	Rouge-brunâtre.	.....	Masse fibreuse rose pâle.
datre Brun - verdâtre sale.	Masse fibreuse brun clair.	Vert.	Vert devenant noir.	Vert.	Masse fibreuse brun clair.
Vert devenant brun.	Masse jaune fluide	Brun vert-jaune.	Idem.	Jaune-verdâtre.	Masse fluide orangé.
Jaune très clair.	Masse fluide.	.....	Brun.	.....	Masse rose fluide.
.....	Masse blanche fibreuse.	.....	Brun foncé.	Jaune clair.	Masse fibreuse jaune-brunâtre.
Rouge.	Masse fluide.	Rouge foncé.	Idem.	Idem.	Masse fluide jaune-orangé.
Idem.	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Idem.	Idem.	Idem.	Jaune.	Idem.

qu'elles soient superficielles ou profondes, larges ou peu étendues, anciennes ou récentes :

• J'en ai observé les effets, dit-il, et toujours, lorsqu'elles sont simples, c'est-à-dire qu'elles ne dépendent pas d'une diathèse syphilitique ou autre, je les ai vues se cicatriser très rapidement.

• Voici la manière dont je l'emploie : je trempe un pinceau de blaireau fin dans la teinture et le porte sur les parties fendillées ou ulcérées, à plusieurs reprises, de manière à les couvrir d'une couche du liquide. Je fais ordinairement moi-même la première application, soit parce qu'elle est la plus douloureuse, soit pour montrer la manière de s'y prendre ; et

je recommande à la malade de renouveler l'opération chaque fois que l'enfant a tété, et plus souvent si besoin est.

• Quelques jours de ce traitement bien simple suffisent pour cicatriser les petites plaies et rendre le mamelon parfaitement propre à ses fonctions. Si la solution de continuité est trop intense, il faut prolonger un peu plus le traitement. Je n'ai jamais vu de cas qui exigeât sa continuation pendant plus de douze jours.

• Voici maintenant les effets et les avantages de ce moyen thérapeutique :

• La première application de la teinture de benjoin sur le mamelon dénudé détermine une certaine douleur ou plutôt une cuisson bien tolérable dans la plupart des cas, mais qui est assez vive lorsque la solution de continuité est profonde. Jamais elle ne dure plus d'un quart d'heure. Après ce temps, non-seulement elle ne se sent plus, mais les femmes se trouvent même soulagées de la souffrance qu'elles éprouvent avant l'application du topique. Celui-ci forme à la surface du mamelon une espèce d'enduit qui le protège.....L'enfant peut prendre le sein sans inconvénient à toute heure, et il n'éprouve aucune répugnance. J'en ai vu qui se mettaient à sucer comme si rien n'avait été déposé sur le mamelon, alors même que la teinture n'était pas encore sèche. Ordinairement elle se dessèche et forme une couche qui garantit la plaie du contact de l'air et des vêtements. Plus tard on peut faire téter le nourrisson sans laver le sein, sans l'essuyer ; et qui sait combien de souffrances on évite ainsi à la mère ! •

---

DE L'EMPLOI DE LA DEUXIÈME ÉCORCE DU GIREAU CONTRE  
L'ÉPILEPSIE ;

Par M. BORGETTI.

On connaît depuis longtemps les propriétés éméto-cathar-

tiques et hydragogues de la seconde écorce du sureau (*sambucus nigra*), ce qui l'a fait employer dans le traitement des hydropisies; mais il n'est fait nulle part mention de l'emploi de cette substance dans le traitement de l'épilepsie. M. Borgetti rapporte cinq exemples de guérison obtenue à l'aide de ce remède. Pour l'administrer, on prend des branches de sureau d'un ou deux ans; on enlève l'écorce grise, et on racle la seconde écorce qui en reste; on prend ensuite 50 grammes de cette écorce, on verse dessus 150 grammes d'eau commune, chaude ou froide; on laisse infuser pendant quarante huit heures. Cette infusion, passée et exprimée, doit être prise à jeun, par moitié, à un quart d'heure d'intervalle. On revient au même médicament tous les six ou huit jours, pendant deux mois. Cette médication ne paraît réussir que dans les épilepsies essentielles.

---

#### BRONCHITE CHRONIQUE; TRAITEMENT PAR LE CHLORURE AMMONIQUE.

M. Delvaux (de Bruxelles) a souvent employé le chlorure ammonique (sel ammoniac, chlorhydrate d'ammoniaque), et il a été frappé des bons effets qu'il produit dans la bronchite chronique. Dans plus de vingt cas qu'il a observés durant l'hiver dernier, il a obtenu, sinon des guérisons complètes, du moins des améliorations des plus notables.

Avant l'emploi du chlorure ammonique, qu'il administre à la dose de 1 à 3 grammes dans les vingt-quatre heures, M. Delvaux donne toujours un purgatif, et il prescrit un régime plus ou moins sévère pendant un ou plusieurs jours. Ce sel provoque ordinairement une forte transpiration, des urines abondantes; quelquefois, après plusieurs jours de son emploi, il survient un léger mouvement fébrile, qui disparaît quand on

supprime le médicament pendant un temps plus ou moins long.

Sous l'influence du chlorure ammonique, la dyspnée diminue, la toux devient moins fatigante, l'expectoration plus facile, moins abondante, l'appétit ne tarde pas à reparaitre.

M. Delvaux administre le sel ammoniac d'après les formules suivantes, publiées par lui dans la *Presse médicale belge* :

*Pilules avec le chlorure ammonique.*

Chlorure ammonique. .... 5 grammes.

Miel, poudre d'althea, de chaque. Q. S.

Pour faire 20 pilules. A prendre de 4 à 8 pilules dans les vingt-quatre heures.

*Electuaire avec le chlorure ammonique.*

Rob de sureau. .... 120 grammes.

Chlorure ammonique. .... 1, 2, 3 —

A prendre par cuillerées à café d'heure en heure.

**ACTION SÉDATIVE DU BROMURE DE POTASSIUM SUR LES  
ORGANES DE LA GÉNÉRATION ;**

Par le D<sup>r</sup> THIELMANN.

Le docteur Thielmann a fait usage du bromure de potassium avec avantage dans le priapisme qui accompagne certaines formes de blennorrhagie. Outre l'emploi de ce moyen à l'intérieur, il conseille l'emploi local sur le pénis de compresses d'eau tiède recouvertes de taffetas gommé, pour empêcher l'évaporation. Ce médicament semble avoir réussi entre les mains du praticien russe contre le satyriasis et les pollutions nocturnes. La formule est la suivante :

Bromure de potassium. . . . 1 gr. 25 centigr. — 2 grammes.

Sucre en poudre. .... 6 grammes.



Mélez et divisez en douze paquets égaux, à prendre toutes les deux heures.

### ÉCONOMIE DOMESTIQUE.

#### FORMULE D'UNE BOISSON ÉCONOMIQUE.

Fécamp, le 19 septembre 1854.

Monsieur le Rédacteur,

Les renseignements qui nous parviennent de tous les points de la France attestent que les vendanges prochaines produiront peu de vin, et que les fruits à cidre seront bien loin de répondre aux besoins de la consommation. En présence d'une disette de boisson semblable à celle qui se prépare, on doit rechercher des formules de liqueurs fermentées économiques et salubres, susceptibles d'être employées, et c'est un devoir pour ceux qui les connaissent de les propager.

Guidé par ces considérations, j'ai compté sur votre concours pour vulgariser la recette suivante d'une boisson si économique que son prix de revient ne dépasse pas 3 centimes le litre; ses qualités sont telles, que je la préfère de beaucoup aux cidres acides de notre pays, ou aux vins frelatés et plus coûteux livrés encore aujourd'hui à la consommation. Je fais usage de cette boisson, véritable bière économique, depuis plus d'une année. Depuis ce temps aussi son usage se répand dans notre ville, et je pourrais citer aujourd'hui plus de cinquante ménages qui la consomment, en se promettant bien de n'en employer jamais d'autre. Voici comment elle se prépare et son prix de revient :

Houblon.....	250 grammes,	» fr. 75 c.
Mélasse des colonies...	3,000 —	2 10
Levûre de bière.....	150 —	» 25
Eau.....	110 à 120 litres.	

Prix de revient..... 3 fr. 10 c.

On fait infuser le houblon pendant une demi-heure sur le feu, dans de l'eau (un seau ou 10 litres environ) que l'on tient toujours presque bouillante; on passe la liqueur à travers un linge ou un tamis, et l'on y délaye la mélasse. On recommence une nouvelle immersion du houblon dans une nouvelle quantité d'eau chaude, pour l'épuiser complètement de ses principes solubles et aromatiques; on coule encore la liqueur, et, après l'avoir réunie à la première, on l'introduit dans le tonneau que l'on achève de remplir avec de l'eau, dans les dernières parties de laquelle on prend le soin de délayer la levûre de bière.

La fermentation s'établit en trois ou quatre jours en été, et quinze ou vingt en hiver. Dans cette saison, on peut activer la préparation de cette boisson en délayant la levûre de bière dans l'infusion encore légèrement tiède de houblon, l'introduisant dans le tonneau, plein à moitié. On le remplit en y versant chaque jour un seau d'eau chauffée à 50°. Dans ce cas, la boisson est prête après cinq à six jours.

Si l'on tenait à avoir une boisson gazeuse, il suffirait de tirer à clair le liquide et de le mettre en bouteille lorsque la fermentation est commencée depuis deux ou trois jours. Néanmoins, pour les besoins ordinaires des ménages, il vaut mieux n'en tirer qu'au fur et à mesure du besoin, car elle se conserve bien dans les fûts en vidange pendant un mois ou six semaines.

Le goût de la mélasse que cette bière conserve durant les premiers jours de sa préparation, disparaît pendant l'accomplissement de toutes les phases de la fermentation. Si ce goût répugnait à quelques personnes, et je ne crois pas que le nombre en soit grand, elles pourraient user de la recette suivante, plus coûteuse, il est vrai, mais qui donne des produits excellents et susceptibles d'une longue conservation (le mode de préparation est le même):

Houblon.....	300 grammes,	2 fr. 90 c.
Cassonade blonde. ....	2,500 —	3 50
Levûre de bière.....	150 —	25
Caramel nécessaire pour colorer. ....	75 —	15
Eau.....	110 à 120 litres.	

Prix de revient..... 4 fr. 80 c.

Cela fait donc de la bière à 4 centimes le litre. En portant à 3 kilogrammes la proportion de cassonade, on obtiendrait une bière qui ne reviendrait qu'à 10 centimes le double litre, et qui serait souvent préférable à celle de certains établissements publics, car sa saveur, sa potabilité et ses qualités hygiéniques sont toujours parfaites.

Recevez, etc.

E. MARCHAND, pharmacien.

#### ALCOOL DE CHIENDENT.

En 1811, le docteur Leroy publiait un mémoire ayant pour but d'utiliser les jets traçants ou tiges souterraines du chiendent.

Le docteur Leroy indiquait cette plante comme pouvant donner de l'eau-de-vie de bonne qualité, et une farine susceptible d'être falsifiée.

Les recherches du savant docteur, présentées à la Société d'agriculture, ne donnèrent lieu à aucune application industrielle.

L'année dernière, un pharmacien de Paris, M. Hoffmann, appela de nouveau l'attention sur la possibilité d'extraire un alcool de bon goût des racines de chiendent; d'utiliser cette plante qui croît avec une si prodigieuse facilité dans tous les terrains, malgré la culture, et qui est rejetée sur les chemins ou brûlée dans les champs, comme nuisible et sans emploi.

Les procédés indiqués par M. le docteur Leroy et M. Hoffmann consistent à traiter le chiendent, convenablement divisé, par de l'eau bouillante, à soumettre à la presse après quelques heures d'infusion.

La liqueur obtenue est additionnée de levûre de bière, placée dans une pièce chauffée à 25 degrés centigrades, où elle subit la fermentation alcoolique; elle est ensuite distillée pour en extraire l'alcool.

Cette manière d'opérer est très simple; mais elle donne des produits peu abondants.

La quantité de sucre que fournira le chiendent, traité par simple infusion, sera toujours variable. Si le chiendent n'est pas germé, il ne donnera pas de sucre; si, au contraire, un commencement de végétation s'est développé en lui, son infusion sera sucrée; cela tient à ce qu'il existe dans cette racine une matière féculente, que la nature tient en réserve pour donner la première nourriture au jeune bourgeon. Cette fécule ne devient utile à la jeune plante que sous l'influence de la diastase qui se produit pendant l'acte de la germination.

Depuis les belles découvertes de MM. Payen et Persoz, on sait que les grains germés renferment une substance particulière qui possède la propriété de transformer la fécule en sucre de raisin ou glucose. Cette matière, qui a reçu le nom de diastase, joue un rôle très important dans l'acte de la végétation. Sous son influence, la fécule des graines, ou des tubercules, devient soluble, est entraînée dans la sève, et peut servir à la nutrition de l'embryon végétal.

La connaissance de ce fait, qu'il existe une matière féculente dans les tiges souterraines du chiendent, n'était pas ignorée des chimistes; mais aucun, que je sache, n'a eu la pensée de l'utiliser pour la fabrication de l'alcool.

Deux procédés se présentent à l'esprit pour saccharifier cette



fécule. La première consiste à faire germer le chiendent et à lui faire subir une macération aqueuse plus ou moins prolongée, après l'avoir convenablement divisé ; mais cette méthode, très simple au premier abord, est difficile à exécuter dans la pratique ; en effet, tandis que dans un jet de chiendent un bourgeon naîtra et se développera de 3 à 4 centimètres, les autres nœuds de ce même jet ne laisseront voir aucune végétation ; la germination est donc inégale, et, par cela même, ne peut donner de résultats satisfaisants. Le deuxième procédé consiste à saccarifier la fécule dont nous parlons, à l'aide de l'acide sulfurique très étendu et de l'ébullition prolongée pendant plusieurs heures.

Voici comment j'opère :

Je prends 10 kilogrammes de chiendent commun (*triticum repens*), je lui fais subir un simple lavage pour le débarrasser d'un peu de terre, et, après l'avoir écrasé, je le fais bouillir dans un mélange de 20 litres d'eau et 200 grammes d'acide sulfurique concentré, j'entretiens l'ébullition pendant trois heures, en ajoutant de l'eau de temps en temps pour maintenir le liquide au même niveau ; après ce temps d'ébullition, je verse par portions un lait de chaux fait avec 200 grammes de chaux éteinte dans 1 litre d'eau, et je sou mets le tout à la presse. J'obtiens environ 20 litres d'un liquide sucré marquant 7 degrés aérométriques et renfermant 2 kilogrammes de matière solide.

Si j'ajoute aux 20 litres de liqueur, dont je viens de parler, 40 à 50 grammes de levûre de bière, et que j'abandonne le tout dans un lieu chauffé à 25 degrés centigrades, la fermentation ne tarde pas à se développer. Un abondant dégagement d'acide carbonique a lieu, et le phénomène s'effectue en trente-six ou quarante heures.

Le liquide, qui marquait 7 degrés aérométriques, n'indique

plus que 2 degrés  $1/2$  ; il ne renferme plus alors que 800 grammes de matière solide.

Or, le liquide renfermait 2 kilogrammes de substance solide avant la fermentation, c'est donc 1200 grammes qui ont disparu et se sont transformés en acide carbonique et en alcool. Cette masse représente la quantité de sucre pur qu'on obtient de 10 kilogrammes de chiendent frais. Ce chiendent donne, par conséquent, 12 pour 100 de son poids de glucose ou sucre de fécule à l'état de pureté.

En distillant les 20 litres de liqueur fermentée, j'obtiens 2 litres d'un liquide alcoolique qui marque 35 degrés centésimaux à l'alcoomètre de Gay-Lussac, qui renferme, par conséquent, 70 centilitres d'alcool absolu, ou 80 centilitres d'alcool commercial.

Pour avoir un terme de comparaison et démontrer la supériorité du procédé que je viens d'exposer, j'ai fait l'expérience suivante :

10 kilogrammes du même chiendent, qui a servi à l'expérience précédente, ont été traités par l'eau seulement, sans addition d'acide ; j'ai obtenu 20 litres d'une décoction qui marquait 3 degrés aérométriques et renfermait 1200 grammes de matière solide ; mise à fermenter, cette liqueur n'a perdu que 1 degré et renfermait encore 900 grammes de matière solide après sa fermentation ; elle ne contenait, par conséquent, que 300 grammes de glucose, soit un quart de la quantité obtenue dans l'expérience précédente. Cette liqueur fermentée a donné à la distillation 2 litres d'un liquide marquant 9 degrés à l'alcoomètre de Gay-Lussac, ce qui correspond à 18 centilitres d'alcool absolu, au lieu de 70 centilitres que j'obtiens par mon procédé. Industriellement, on procéderait de la manière suivante :

Le chiendent, écrasé entre deux cylindres, sera mis dans

une cuve à double fonds, dont l'un percé de trous comme dans les cuves à macération pour la fabrication de la bière; on ajouterait assez d'eau pour que le chiendent fût immergé en le pressant légèrement; puis deux centièmes du poids de chiendent d'acide sulfurique concentré; la masse serait chauffée à l'aide d'un jet de vapeur qu'on ferait arriver par un tube en plomb percé de petits trous, comme cela se pratique pour la fabrication du sirop de fécule. On porterait rapidement à l'ébullition, qui serait entretenue pendant trois heures; on ajouterait alors un lait de chaux, composé avec un poids de chaux éteinte égal au poids de l'acide employé, et suffisante quantité d'eau. Quand la saturation de l'acide par la chaux serait effectuée, on soutirerait le liquide, qui serait mélangé de levûre de bière. Quand il serait suffisamment refroidi, il n'y'aurait plus alors qu'à procéder à la distillation, avec les soins apportés dans les grandes distilleries où fonctionnent aujourd'hui les appareils perfectionnés qu'on emploie à la fabrication de l'alcool de betteraves.

RABOURDIN, pharmacien.

Orléans, le 4 juin 1855.

---

## ACTES ADMINISTRATIFS.

### VINS ET BOISSONS.

*Projet de loi ayant pour objet de rendre applicables aux boissons les dispositions de la loi du 27 mars 1851, précédé du décret de présentation et de l'exposé des motifs, transmis, sur les ordres de l'Empereur, par le ministre d'État au président du Corps législatif.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,  
A tous présents et à venir salut;

Ayons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sera envoyé au Corps législatif par notre ministre d'État,

le projet de loi délibéré au conseil d'État, et ayant pour objet de rendre applicables aux boissons les dispositions de la loi du 27 mars 1851.

Art. 2. — MM. Vuillefroy, président de section, Cornudet et Heurtier, conseillers d'État, sont chargés de soutenir la discussion de ce projet de loi devant le Corps législatif et le Sénat.

Art. 3. — Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 5 mars 1855.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre d'État, ACHILLE FOULD.*

*Exposé des motifs du projet de loi qui déclare applicable  
aux boissons la loi du 27 mars 1851.*

Messieurs, la loi du 27 mars 1851, qui a assimilé la falsification des denrées alimentaires et médicamenteuses à la tromperie sur la nature de la marchandise et qui l'a frappée des peines portées en l'article 423 du Code pénal, a comblé une lacune de notre législation criminelle.

La cour de cassation avait jugé que l'article 423 atteignait la falsification des denrées alimentaires, lorsque la denrée falsifiée contenait des matières hétérogènes qui la rendaient complètement impropre à sa destination (cass. 27 janvier 1848). L'article 475, n° 14, frappait d'une peine de simple police (6 à 10 fr. d'amende) l'exposition en vente de comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles. Il existait enfin, en ce qui touche la falsification des boissons, des dispositions spéciales, écrites dans les articles 318 et 475, n° 6, dont nous parlerons plus tard. — Mais, quant à l'altération frauduleuse des denrées alimentaires solides, faite en vue de tromper l'acheteur, sur la quantité ou sur le prix, pourvu que la denrée restât plus ou moins propre à sa destination, pourvu qu'elle ne fût pas directement nuisible, la loi pénale n'intervenait pas, et, au cas même où la denrée était nuisible, la peine, comme nous l'avons dit, était une simple peine de police.

Il est facile de se rendre compte de la réserve du législateur de 1810.

La loi pénale ne peut pas réprimer toutes les actions que la probité réprouve. Quand le principe moral n'est pas profondément atteint, ou quand l'action répréhensible en elle-même ne porte pas un préjudice sérieux aux intérêts et aux droits que la société doit protéger plus spécialement, la loi pénale n'intervient pas.

Or, si la fraude commerciale, qui consiste à tromper l'acheteur sur la



qualité ou sur le prix des denrées par des mélanges non avoués, blesse le principe moral, l'atteinte, après tout, n'est peut-être pas de celles qui, par elles-mêmes, appellent la vindicte de la loi, abstraction faite du préjudice qu'elles causent, et il faut croire que les fraudes de cette nature, moins considérables en 1810 qu'elles ne le sont aujourd'hui, compromettaient à un moindre degré les intérêts des consommateurs.

Depuis 1810, il faut le reconnaître, les fraudes dans le débit des marchandises destinées à l'alimentation ont pris un très-grand développement et causent un très-grave préjudice. L'intervention de la loi pénale qui, en 1810, pouvait n'être pas nécessaire, était donc devenue indispensable.

Le préjudice est grave, en effet, sous plus d'un rapport.

En premier lieu, la fraude dont il s'agit atteint la population dans un de ses intérêts essentiels, l'intérêt de la santé publique. Il ne faut pas croire que la santé publique soit compromise dans le cas seulement où on livre aux consommateurs des substances directement nuisibles et qualifiées telles par la loi ; elle l'est aussi, à un degré moindre peut-être, mais très sérieusement encore, et, dans tous les cas, dans des proportions beaucoup plus étendues, lorsqu'on fait subir aux denrées alimentaires des mélanges qui en altèrent frauduleusement les qualités nutritives et réparatrices.

Le préjudice est grave encore, parce que ce sont les classes les plus nombreuses, les classes populaires qui ont le plus à souffrir de ces sortes de fraudes. L'ouvrier n'a pas, comme l'homme aisé, la liberté de choisir son vendeur, ni même sa denrée ; il va au plus près ; il est lié envers le marchand par le crédit ; souvent c'est un enfant qu'il est obligé d'envoyer chercher les provisions du ménage. Plus que personne, il est donc victime, et d'une manière presque inévitable, de la tromperie du vendeur.

Enfin, un dernier et très grave préjudice était signalé avec raison par le rapporteur de la loi du 27 mars 1851, lorsqu'il disait que la fraude avait ce déplorable résultat de « s'imposer par l'imitation à d'autres vendeurs, qui, livrés à eux-mêmes, resteraient honnêtes, mais qui fléchissent sous la contagion de l'exemple et sous la tyrannie de la concurrence. »

En présence du triple préjudice causé à la santé publique, à la subsistance des classes peu aisées, au commerce lui-même par le dévelop-

pement de la fraude dans les denrées alimentaires, il était de la prudence de la loi, aussi bien que de sa moralité, d'intervenir.

Telles sont, messieurs, les considérations qui ont déterminé la loi du 27 mars 1851. Nous vous en rappellerons en peu de mots les principales dispositions.

L'article 423 du Code pénal prévoyait le cas de tromperie *sur la nature de la marchandise* et en faisait un délit punissable d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 50 fr. pouvant s'élever au quart des restitutions et dommages-intérêts. L'assimilation à ce genre de tromperie de celle qui consiste à altérer la marchandise par un mélange frauduleux, se présentait d'elle-même à l'esprit. « Le principe de l'action, disait le rapporteur de la loi, l'inconvénient du délit sont les mêmes au cas de tromperie sur la nature et au cas de falsifications qui ne seraient pas de tromperies sur la nature. »

Mais pour atteindre efficacement la fraude, il fallait aller plus loin que l'article 423, qui ne punit que la fraude réalisée par la vente. L'article 1<sup>er</sup> de la loi nouvelle a justement et sagement atteint et frappé des mêmes peines que la vente :

1° La mise en vente considérée conformément aux principes comme une tentative qui n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur ;

2° Le fait lui-même de la falsification opérée dans le but de tromper l'acheteur, fait considéré, avec juste raison, comme un acte de complicité de la vente.

La falsification des denrées alimentaires n'est jamais inoffensive pour la santé publique, comme nous l'avons dit plus haut, et c'est une des raisons d'être de la loi nouvelle. Toutefois, il est des cas où les substances alimentaires sont altérées par des mélanges directement nuisibles à la santé. Ces cas, plus graves à tous les points de vue, sont prévus par l'article 2 et entraînent une peine plus sévère que la première, savoir : un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de 50 à 500 fr.

Enfin, pour rendre la loi vraiment efficace, l'article 3 punit, « sinon comme le délit consommé, au moins d'une peine propre à prévenir le délit, en écartant par l'intimidation le pouvoir trop prochain de le commettre, la simple possession, dans les lieux où s'exerce le commerce ou dans leurs dépendances, des marchandises falsifiées, lorsque cette pos-

session ne peut s'expliquer que par la volonté déterminée de commettre le délit au gré de l'occasion. »

Vous pourrez, messieurs, vous reporter au texte de la loi du 27 mars 1851 et reconnaître que, par ses dispositions secondaires aussi bien que par ses dispositions principales, elle est conçue dans une sage mesure qui atteint le but sans le dépasser.

Nous mettons sous les yeux du Corps législatif un tableau qui constate, par les nombreuses applications qu'elle a reçues, combien elle était nécessaire, et combien de faits graves qui échappaient à la vindicte de la loi sont aujourd'hui atteints par elle. Tandis que, de 1840 à 1850, le nombre des prévenus en matière de délit de tromperie sur la nature et sur la qualité des marchandises, par application de l'article 423 du Code pénal, ne s'était jamais élevé annuellement à plus de 350 au maximum, le nombre des prévenus en matière de tromperie sur la nature, sur la qualité et sur la quantité des marchandises, par application de l'article 423 de la loi du 27 mars 1851, est monté, en 1851, à 4,383, sur lesquels il y a eu 1,028 condamnés à la prison, 2,862 à l'amende; en 1852, à 1,978, sur lesquels 590 condamnés à la prison, 1,258 à l'amende; en 1853, à 7,353 sur lesquels 1,811 condamnés à la prison, 4,724 condamnés à l'amende.

Les statistiques criminelles d'où ces chiffres sont extraits ne distinguent pas, il est vrai, depuis 1851, entre le délit de tromperie par la falsification des denrées, dont nous nous occupons spécialement, et celui de tromperie sur la quantité, également prévu par la loi de 1851; en sorte qu'il ne nous est pas possible d'apprécier par des chiffres exacts et précis l'importance de la répression procurée par la loi de 1851 en matière de tromperie sur la qualité des denrées alimentaires. Toutefois, les renseignements donnés par la préfecture de police ne permettent pas de douter que la loi de 1851 n'ait été sérieusement et efficacement appliquée à ce genre de délit, et notamment à la falsification du café, qui est devenue fort considérable, et qui est très préjudiciable à la santé publique.

Messieurs, c'est cette loi du 27 mars 1851, dont nous venons de rappeler les motifs et les dispositions principales, et dont les bons effets sont aujourd'hui constatés, que le Gouvernement vous propose, par le projet de loi qui vous est soumis, de déclarer applicable aux boissons.

Bien que le texte de cette loi soit général et qu'il ne fasse aucune distinction entre les denrées alimentaires solides ou liquides, on sait qu'il

fut expressément convenu, lors de la discussion à laquelle elle donna lieu dans le sein de l'Assemblée législative, qu'on n'entendait pas, quant à présent, la rendre applicable aux boissons, parce que, pour les boissons, il existait une proposition particulière de l'honorable M. de La Grange dont une commission spéciale était saisie, et que l'Assemblée elle-même avait déjà discutée deux fois au moment du vote de la loi du 27 mars.

Nous devons dire, au reste, que la proposition de M. de La Grange, dans la dernière rédaction, soumise à l'Assemblée le 17 mai 1851, n'était, à très peu près, que la reproduction en les appliquant aux boissons, des dispositions mêmes de la loi du 17 mars. Il a paru plus court et plus expédient de se borner à déclarer purement et simplement la loi applicable aux boissons.

Est-il juste, au fond, d'assimiler la fraude par la falsification des boissons à la fraude par la falsification des denrées alimentaires, de les frapper toutes deux des mêmes peines, et de prévoir pour toutes deux les mêmes cas ? C'est ce qui nous reste à examiner, et il ne semble pas que cela puisse faire une sérieuse difficulté.

« En effet, disait M. de La Grange dans son rapport du 17 mai 1851, qu'elle s'applique à une substance liquide ou à une matière concrète, la falsification n'en est pas moins coupable. Après avoir, protégé les aliments, il s'agit aujourd'hui de préserver les boissons contre la fraude, qui s'attaque principalement à la santé et à la bourse des classes laborieuses. Les principes étant les mêmes, il s'agit de les appliquer d'une manière analogue et correspondante. »

Il est vrai qu'en matière de falsification des boissons, la répression pénale, même en l'absence de la loi du 27 mars 1851, n'est pas absolument désarmée. Dans l'état actuel de la législation, la matière est régie par deux textes : l'article 318 du Code pénal, qui punit de la peine correctionnelle de six jours à deux ans de prison et d'une amende de 16 à 500 francs la vente et le débit des boissons falsifiées contenant des mixtions nuisibles à la santé ; et le n° 6 de l'article 475, qui punit d'une simple peine de police (9 à 10 fr. d'amende) la vente et le débit des boissons falsifiées, alors qu'elles ne contiennent pas des mixtions nuisibles à la santé. Mais, comme on le voit, si on en restait là, la répression en matière de falsification des boissons serait beaucoup moins complète et beaucoup moins sévère qu'en matière de falsification des denrées alimentaires ; et cependant, comme nous l'établirons tout à l'heure, le pré-



judice va plus loin et atteint plus d'intérêts dans la falsification des boissons que dans la falsification des denrées alimentaires.

La répression serait moins complète et moins sévère. En effet, aux termes de la loi du 27 mars, la falsification simple, alors même qu'elle n'est pas directement nuisible, est un *délit* punissable d'une peine correctionnelle. Si on n'applique pas la loi du 27 mars aux boissons, la falsification simple dont elles sont l'objet restera une *contravention* punissable, d'après l'article 425, d'une peine de simple police.

Aux termes de la loi du 27 mars, le fait de la falsification est puni comme la vente de la substance falsifiée; il est considéré comme un acte de complicité. Avec le Code pénal seul, l'auteur de la falsification des boissons faite en vue de tromper l'acheteur restera impuni.

Enfin, aux termes de la loi du 27 mars, il est interdit au marchand de denrées alimentaires, vous savez dans quel but, de conserver dans les lieux où s'exerce son commerce dans leurs dépendances des marchandises falsifiées. Pour les boissons, à défaut de la loi du 27 mars, cette interdiction très efficace disparaît.

Nous avons dit, d'un autre côté, qu'on s'expliquerait d'autant moins cette disparate, ce défaut d'harmonie dans les deux législations, cet abaissement du niveau des peines en matière de falsification des boissons au-dessous du niveau des peines en matière de falsification des denrées alimentaires, que le préjudice causé par la première compromet plus d'intérêts que le préjudice causé par la seconde.

En effet, indépendamment de ce que nous avons dit du préjudice causé à la santé publique, et particulièrement aux classes laborieuses, par la falsification des denrées alimentaires solides, et qui est applicable avec plus de portée encore à la falsification des boissons, et particulièrement des vins, est très préjudiciable aux intérêts des producteurs de vins et aux finances de l'État et des communes.

Elle est préjudiciable aux intérêts des producteurs de vins, puisque, dans les époques normales, quand le vin est abondant, la falsification de ce liquide contribue, pour sa part, à déprécier les cours par une concurrence déloyale.

Elle est bien autrement préjudiciable au trésor et aux communes, puisque le marchand qui falsifie ses boissons, c'est-à-dire qui augmente la quantité par le mélange de substances qui ne supportent pas de droits, qui livre, par conséquent, à la consommation, pour des boissons ayant acquitté les divers droits auxquels ce genre de produits est

soumis, un liquide qui ne les a payés que pour un quart ou pour un tiers, fraude le trésor et la commune de toute la différence.

Il était déclaré, dans une note adressée en 1842 au conseil municipal de Paris par la commission syndicale du commerce de vins, que, dans les treize années précédentes, la caisse municipale avait éprouvé sur le vin, à son entrée dans Paris, par le fait de la falsification, un déficit progressif qui s'élevait, à la date de la note, à 30 pour 100, ce qui, en n'évaluant la consommation moyenne qu'à 120 litres par individu, aurait fait perdre en treize ans, à la ville de Paris, 20 millions et au trésor 15.

On pouvait espérer que l'article 21 du décret du 17 mars 1852, qui a eu pour but de remédier aux abus de ce que l'on appelle le *vinage* des vins, c'est-à-dire le mélange en franchise de droits d'une certaine quantité d'alcool pur avec les vins qui n'en contiennent pas naturellement une proportion suffisante, supprimerait ou diminuerait notablement la fraude en supprimant le principal moyen dont elle se servait pour falsifier les vins, et qui consistait à augmenter considérablement, sans payer de droits, la proportion d'alcool contenu dans des vins fortement colorés, puis à les dédoubler en y ajoutant avant la vente une grande quantité d'eau.

En effet, ce moyen n'est plus possible aujourd'hui, ou du moins il n'offre plus d'avantages suffisants aux falsificateurs. Et pourtant la falsification n'a pas diminué. L'art de la fraude, lui aussi, a fait des progrès. En ce moment, on emploie toutes sortes de mélanges, toutes sortes de compositions pour falsifier les vins, les unes directement nuisibles à la santé, les autres qui ne pourraient pas tomber sous le coup de l'article 318, parce qu'elles ne contiennent pas de substances nuisibles par elles-mêmes, et qui, cependant, ne sont pas inoffensives, tant s'en faut, puisqu'elles enlèvent au vin ses qualités saines et réparatrices.

Les moyens actuels de falsification sont les suivants :

1° Un liquide connu sous le nom de *teinte de Fisme*, qui n'est autre chose que du jus de baies de sureau et d'hièble, mélangé de 5 ou 6 pour 100 d'alun, et coupé par moitié avec du vin rouge commun;

2° L'eau passée sur des lies épaisses qui la colorent et l'acidulent;

3° Le vin de lies pressées;

4° Le vieux cidre ou poiré, qui ne peut plus être consommé sous cette forme parce qu'il est gâté, et qu'on mêle dans certaines proportions au vin blanc;

5° L'eau fermentée sur de mauvais fruits secs avec addition d'acide tartrique, coupée avec du vin rouge, etc., etc.

La préfecture de police déclare que la plupart de ces compositions malfaisantes ne peuvent être reconnues que par l'analyse, et elle n'évalue pas à moins de 3 millions par an l'importance de la fraude sur les droits qui se fait à Paris par le moyen de ces diverses falsifications.

Ce grave préjudice, causé à un si grand nombre d'intérêts, explique les réclamations incessantes qui se sont élevées depuis nombre d'années contre l'insuffisance de la répression pénale en matière de falsification des boissons, et les propositions sans cesse renouvelées dont les assemblées délibérantes ont été saisies à ce sujet depuis 1843 et qu'elles ont toujours adoptées.

Or, on ne propose pas aujourd'hui un régime exceptionnel pour les boissons; on vous demande purement et simplement de les placer sous le même régime pénal que la falsification des autres denrées alimentaires. Il a paru que le niveau des peines édictées par la loi du 27 mars donnait une suffisante efficacité à la répression, et que les divers intérêts en souffrance trouvaient dans cette loi toutes les garanties de protection dont ils ont besoin.

Une objection, toutefois, pourrait se présenter, sur laquelle il n'est pas inutile de donner dès à présent quelques explications.

On pourrait craindre que, sous prétexte de falsification, et à défaut d'une définition précise donnée à ce mot, la loi vint à entraver certaines opérations licites de mélanges et de fabrication qui sont usitées dans le commerce des vins.

Il est bon, par conséquent, de déclarer qu'il n'est point entré dans la pensée du Gouvernement qui propose la loi, ni du conseil d'État qui l'a adoptée, d'entraver en rien et de réprimer les diverses opérations loyalement faites et usitées dans le commerce, qui consistent, soit à couper les vins de diverses provenances et de diverses qualités pour les améliorer, pour les conserver, ou même pour donner satisfaction au goût du public ou au besoin du bon marché; soit, suivant l'expression usitée dans ce genre de commerce, à *travailler* les vins conformément à des procédés fort divers, les uns très anciens, les autres indiqués par la science moderne, comme ceux de Chaptal et d'autres; soit à imiter par diverses combinaisons les vins étrangers. En un mot, la loi n'entend atteindre et frapper que les altérations frauduleuses faites en vue de



tromper l'acheteur sur la qualité ou sur le prix de la boisson qui lui est vendue.

L'honorable rapporteur de la loi du 27 mars 1851 s'était déjà expliqué à ce sujet et avait dit : « En présence de la nouvelle législation, comme en exécution de l'ancienne, le juge correctionnel doit apprécier les intentions, la bonne foi, les excuses, *frapper la fraude et rien que la fraude*. Il ne punira ni les mélanges non pernicieux révélés par le nom de la marchandise ou par le vendeur, ni les mélanges ou coupages avoués, que peuvent réclamer ou légitimer la conservation de la chose, les lois de la fabrication, les besoins de la consommation ou du commerce, les habitudes locales ou les caprices du goût, pourvu que l'on n'ait pas oublié les proportions qui doivent être observées dans ces mélanges, ni l'imitation déclarée de produits étrangers. »

Ces déclarations, du reste, sont parfaitement conformes aux principes. Par cela même qu'il ne s'agit plus d'une contravention, mais d'un délit, la question de fraude, d'intention frauduleuse, se pose nécessairement tout d'abord, et là où il n'y a pas de fraude, intention frauduleuse, le délit disparaît.

Enfin, le mot *falsification des boissons*, sans autre définition, n'est pas nouveau dans la législation. Or, il n'a jamais arrêté ni embarrassé les agents de la répression ou les juges. Jamais on n'a puni comme falsification, jamais on n'a songé à poursuivre de ce chef les coupages, les imitations de vins étrangers, les procédés de fabrication des vins. Ce n'est pas un nouveau délit qu'on veut créer, ce n'est pas un nouveau mot qu'on introduit dans la législation pénale, c'est seulement la peine qu'on relève, en ajoutant certaines garanties nouvelles à la répression. Si les tribunaux ne se sont pas trompés jusqu'ici sur l'interprétation du mot *falsification*, pourquoi s'y tromperaient-ils aujourd'hui ?

Nous n'avons rien de plus à ajouter, messieurs, sur ce projet de loi, qui se recommande à votre sollicitude éclairée pour la moralité de la loi, pour les intérêts bien entendus du commerce et pour ceux du trésor et des classes laborieuses.

*Signé :* Vuillefroy, président de la section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce;  
Léon Cornudet, conseiller d'État, rapporteur;  
Heurtier, conseiller d'État.



*Projet de loi qui déclare applicables aux boissons  
les dispositions de la loi du 27 mars 1851.*

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la loi du 27 mars 1851 sont applicables aux boissons.

Art. 2. L'article 318 et le n° 6 de l'article 475 du Code pénal sont et demeurent abrogés.

Ce projet de loi a été délibéré et adopté par le conseil d'État, dans sa séance du 21 février 1855.

*Le président du conseil d'État, J. BAROCHE.*

---

### CHRONIQUE INDUSTRIELLE.

---

**CHAUFFAGE SANS COMBUSTIBLE. — VAPEUR PRODUITE PAR LE FROTTEMENT AU MOYEN D'UNE FORCE PERDUE OU NON EMPLOYÉE, PAR MM. ALEX. BEAUMONT ET LE D<sup>r</sup> ALEX. MAYER.**

La vapeur produite par l'appareil à frottement n'est point destinée, dans l'état actuel de nos ressources, à servir de force motrice, mais seulement comme moyen de chauffage.

Les auteurs n'entendent nullement employer une machine à vapeur, ou toute autre force coûteuse, pour faire fonctionner leur appareil. Ils ne veulent utiliser que des forces naturelles perdues.

Le problème qu'ils se sont posé est celui-ci :

*Convertir des forces naturelles perdues ou non employées en chaleur utile.*

Jusqu'à présent on a fait des forces motrices avec la chaleur; ils produisent de la chaleur avec des forces motrices.

C'est principalement aux cours d'eau qu'ils s'adressent pour trouver le moteur dont ils ont besoin. On ne leur objectera pas que ces forces sont partout exploitées. Il est notoire qu'en France seulement, il y a des millions de chevaux hydrauliques disponibles; dans d'autres pays la proportion est plus grande encore.

*Description de la machine.*

Cette machine est fort simple; elle consiste en une chaudière cylindrique de 2 mètres de long sur 0,50 centimètres de diamètre, laquelle est parcourue intérieurement dans toute sa longueur par un tube conique, rivé

et sondé à la chaudière dont il fait partie, puisque l'eau qu'elle contient doit l'envelopper, afin de recevoir directement la chaleur produite par le frottement du cône intérieur, dont la description suit :

Un cône en bois monté sur un axe en fer, tourné parallèlement au tube conique dont il est parlé ci-dessus, est enveloppé par une tresse en chanvre ou filasse qui couvre toute sa surface. Cette tresse est nécessairement placée en spirale pour n'avoir point de solution de continuité.

La grande difficulté à vaincre était de faire frotter deux corps l'un contre l'autre pour obtenir la chaleur, sans qu'il y eût une notable usure. Si l'on avait fait frotter ensemble deux métaux, ils se seraient grippés et détruits. La construction de l'arbre frottant devait donc obvier à ce double inconvénient.

Pour avoir un frottement utile, il faut qu'il y ait contact permanent entre les deux cônes : on obtient ce résultat en mettant à chaque extrémité de l'axe, sur lequel est fixé le bois, une pointe de rencontre ; l'une le pousse par sa base pour le faire adhérer, et l'autre le repousserait par son sommet s'il s'engageait trop fortement. Une fois le point convenable trouvé, l'appareil est réglé et on l'abandonne à lui-même. La chaudière est d'ailleurs munie de tous les accessoires ordinaires, tels que soupape de sûreté, flotteur, manomètre, etc.

Un appareil graisseur est joint à la machine et l'entretient sans aucune surveillance.

#### *Utilité et applications du système.*

Dans les seuls départements des Vosges et du Jura, il y a plus de 100,000 chevaux de forces perdues en chutes d'eau. Dans ces contrées et ailleurs où le combustible est cher en raison de la difficulté du transport, on pourra donc, au moyen de cette invention, établir, avec un avantage incontestable, des usines qui ont besoin de chaleur et qui l'obtiendront presque pour rien ; par exemple, des teintureries, des papeteries, des féculeries, des fabriques de sucre, des filatures, etc., etc.

On peut l'appliquer au séchage des poudres de guerre, sans danger d'explosion, au chauffage des édifices et des maisons d'habitation, des serres, etc., etc.

Grâce à ce système, les armées en campagne n'auront plus à souffrir des rigueurs du froid et de la privation d'aliments chauds, faute de combustible, les hommes et les chevaux non employés feraient l'office de moteurs.

Dans les grandes cités on pourra créer des bains et lavoirs, au profit

des classes ouvrières, et réaliser ainsi, à peu de frais, la pensée généreuse de l'Empereur (1).

### FABRICATION DU PAPIER.

On lit dans le *Practical mechanic's Journal* que les fabricants de papier vont pouvoir appeler à leur aide le bananier des Indes occidentales. Parmi les spécimens qu'on vient d'examiner en Angleterre, étaient des fibres du bananier (*musa parasidiaca*) et un spécimen du tissu d'apparence soyeux fabriqué avec ces fibres, les fibres de l'*hibiscus esculentus* (okhro) et un spécimen de la gousse de la *cryptostegia grandiflora*. Le corps de la plante produit de la gomme caoutchouc, et l'écorce des branches donne de belles fibres. On a examiné aussi deux spécimens du papier fait de fibres de bananier : l'un rude et non blanchi, pour montrer la force et la ténacité des fibres ; l'autre, de très bonne qualité, blanchi, et ayant subi toutes les préparations du meilleur papier. Le papier produit par les fibres du bananier est de qualité supérieure et peut être livré à meilleur marché que le papier produit par les chiffons. Sur une propriété, à Demerara, on coupe environ cent soixante mille bananiers chaque année, dans un simple but d'élagation ; tous ces arbres contiennent des fibres susceptibles d'être manufacturées et de produire des tissus, des cordes de divers degrés de ténacité ou du papier.

Nous rappellerons qu'en France, il y a au moins vingt années, divers essais ont démontré d'une manière irrécusable les immenses avantages, sous le rapport économique, de l'emploi du bananier dans la fabrication du papier ; malheureusement, le mauvais vouloir et la routine sont des écueils que l'on rencontre trop souvent lorsqu'il s'agit d'améliorations importantes destinées à accroître les richesses d'un pays.

### DE LA GERMINATION DES GRAINES, PAR M. JAEGER.

On sait que les graines à tégument très dur ou corné ne germent souvent qu'après beaucoup de temps. Aussi est-on dans l'habitude d'user ou d'entailler leur enveloppe consistante à l'endroit où doit sortir la radicule et à celui par lequel percera la plumule, dans le but de permettre l'accès de l'humidité et de l'air, et, par suite, de favoriser la germination. Mais cette opération demande quelque adresse et une certaine habitude ; elle exige

---

(1) L'appareil fonctionnant à Paris, l'Empereur, accompagné de M. Regnault, membre de l'Institut, est allé le visiter et le voir fonctionner.

même beaucoup de patience et d'attention lorsqu'il s'agit de petites graines.

D'après M. Jaeger, dit le *Journal de la Société impériale et centrale d'horticulture*, on jette sur ces graines de l'eau presque bouillante ou même bouillante, et on l'y laisse pendant quelques minutes. D'ordinaire, on voit le tégument s'ouvrir à l'instant même. Des graines d'acacia traitées de cette manière germent au bout de quelques jours. Celles des rosiers et de l'aubépine lèvent en quelques semaines.

Cependant toutes les graines ne supportent pas ce genre de traitement, et l'eau chaude en fait pourrir quelques-unes; telles sont, par exemple, celles du ricin. Ainsi, il est bon d'agir avec précaution.

#### **DESTRUCTION DES CHARANÇONS, PAR M. SCHWADFEYER.**

L'Académie des sciences, par l'organe de M. Payen, rapporteur, a refusé son approbation au procédé de M. Schwadefeyer pour la destruction des charançons, qui consistait dans la stratification du blé par couches avec de la chaux, attendu que ce procédé assez dispendieux ôterait au grain une partie de sa valeur.

#### **DES EXPLOSIONS DES CHAUDIÈRES A VAPEUR ET DES MOYENS DE LES PRÉVENIR.**

Voici comment s'exprime M. Andraud dans son mémoire à l'Académie, dont nous donnons ici un extrait :

« Par la nature des travaux que je me suis imposés, j'ai été appelé très souvent à comprimer de l'air, depuis les plus basses jusqu'aux plus hautes pressions. Or, j'ai premièrement été frappé de ce fait : c'est que les vases de métal bien construits ne font jamais explosion, par l'action lente et régulière de la pression du fluide. Lorsque cette pression progressive arrive à la limite de résistance du vase, le métal se déchire et le fluide s'échappe avec sifflement. J'ai ainsi condensé de l'air jusqu'à 40 atmosphères avant d'arriver à ce déchirement sans explosion dans des vases de 40 centimètres de diamètre, dont la tôle n'avait pas plus de 2 m. 05 d'épaisseur; mais lorsque j'ai voulu produire l'explosion, je n'ai pu y arriver qu'en portant instantanément la compression de 20 à 200 atmosphères, ce à quoi je suis parvenu au moyen d'un appareil que j'ai imaginé à cet effet et que j'appelle le levier des forces fluides. Cet appareil est tel, que l'air condensé, passant dans deux cylindres de diamètres différents, peut réagir sur lui-même et multiplier sa force dans telle proportion qu'on le veut et sur-le-



champ. De ce qui précède il est résulté pour moi la ferme conviction que si les chaudières à vapeur font explosion, ce n'est pas à un léger surcroît de la pression normale et régulière du fluide qu'il faut l'attribuer, mais à l'intervention soudaine d'une force étrangère qui porte instantanément la pression de quelques atmosphères à plusieurs centaines d'atmosphères. Ceci bien arrêté dans mon esprit, je n'ai pas eu longtemps à chercher quelle pourrait être cette force étrangère qui vient jouer un rôle si fatal dans le phénomène des explosions. Par cent raisons qui toutes concordent, cette force ne saurait être autre que l'électricité qui se forme dans la vapeur et qui, dans certaines circonstances, arrive à l'état d'explosibilité. Or, qu'il se forme de l'électricité dans la vapeur, personne n'en doute aujourd'hui; MM. Segnier, Pouillet, Despretz et vingt autres savants, tant en France qu'en Angleterre, l'ont parfaitement démontré. M. Becquerel même a calculé à quel degré de chaleur la vapeur produit le maximum de l'électricité. Or (ceci est un fait capital), c'est dans les températures correspondant aux basses pressions qu'elle produit ce maximum d'électricité; et, par une coïncidence vraiment remarquable, les explosions ont toujours lieu lorsque la vapeur est à basse pression. Je ne sache pas qu'une locomotive ait jamais éclaté avec déflagration: il arrive quelquefois que quelques tubes se déchirent sous un excès de pression, mais il n'en résulte pas ces désordres qui suivent les explosions proprement dites; et si l'on cite un exemple d'une explosion d'une locomotive, c'est qu'à ce moment la chaudière ne contenait que de la vapeur à basses pressions. Tout concorde donc à démontrer que l'électricité formée au sein de la vapeur est amenée, en certaines circonstances, à l'état d'explosibilité, et est la seule cause des déflagrations fulminantes qui brisent les chaudières.

« Maintenant, quelles sont les circonstances dans lesquelles se forme l'électricité à l'état explosif? Si j'en juge par certaines indications qui m'ont été fournies dans le cours des expériences que j'ai faites sur l'air chauffé employé comme force motrice, je suis porté à croire que le fluide électrique peut devenir fulminant, lorsque la vapeur emprisonnée se trouve en contact avec des surfaces composées de métaux de natures différentes. Au reste, quelle que soit la cause qui amène l'électricité à l'état fulminant, pour empêcher les détonations il faudrait, ce me semble, comme lorsqu'il s'agit de la foudre, recourir au paratonnerre, c'est-à-dire plonger dans la chaudière une ou plusieurs pointes de métal inoxydale qui soutireraient l'électricité à mesure qu'elle se forme, et la rejetteraient au dehors, ou elle irait se perdre dans le réservoir commun. »

**SALUBRITÉ. — DE LA DÉSINFECTION, DE LA SÉPARATION ET DE LA VIDANGE DES MATIÈRES DES FOSSES D'AISANCES.**

L'ordonnance de police du 29 décembre dernier, sur la vidange (1), vient confirmer en partie ce que nous avons écrit, il y a quelques années, sur cette importante question (2), en ce qu'elle enjoint aux propriétaires : 1° la désinfection préalable avant l'extraction des matières ; 2° le déversement des liquides désinfectés sur la voie publique au moyen d'une conduite souterraine aboutissant à l'égout, après toutefois en avoir obtenu l'autorisation ; 3° enfin, que les fosses en maçonnerie devront également, lors de la première vidange, recevoir les dispositions ou appareils nécessaires pour y assurer la réparation prescrite pour les fosses mobiles, dispositions applicables immédiatement à la construction des fosses neuves.

Nous allons faire ressortir les avantages qui résultent de la mise à exécution de cette ordonnance :

1° *Désinfection préalable.* — Avant 1850, on extrayait les matières liquides et solides des fosses pour les transporter au dépotoir ; ce n'est que depuis le mois de décembre de cette même année que la désinfection a lieu d'une manière constante et régulière par l'emploi de sels à bases métalliques, et depuis cette époque l'écoulement avait lieu sur la voie publique sans inconvénient pour la salubrité, lorsque des vidangeurs, par économie ou par négligence, ne portèrent pas à cette opération toute l'attention qu'elle méritait. Des plaintes nombreuses alors s'élevèrent contre cette incurie, et bientôt on modifia de nouveau l'autorisation en forçant les vidangeurs à écouler sur la voie publique les liquides, préalablement désinfectés, à l'aide d'un tuyau aboutissant directement à la bouche d'égout, de manière à empêcher les émanations qui s'exhalaient du point de départ à celui de l'arrivée à l'égout.

Cette opération n'a plus lieu aujourd'hui que pour les vidanges opérées à la première heure, la salubrité ayant permis l'écoulement direct sur la voie publique à compter de une heure du matin.

2° *Du mode de vidange.* — Jusqu'à ce jour les moyens employés pour cette opération laissaient beaucoup à désirer, non-seulement sous le rap-

---

(1) *Journal de Chimie médicale*, numéro de janvier 1855, p. 48.

(2) *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, 1847-1848.

port de la complète désinfection des liquides contenus dans les fosses par leur amalgamation, résultat d'un contact plus ou moins prolongé avec les matières solides dont elles sont le dissolvant, mais surtout par les émanations qui s'en dégagent, malgré toutes les précautions prises au moment de leur extraction et pendant leur transport au dépotoir.

Aujourd'hui tous ces inconvénients tendent à disparaître par un emploi bien entendu des procédés de désinfection ; mais il n'en reste pas moins un autre qui nous paraît aussi grave, c'est celui qui résulte de l'emploi du nombreux matériel usité encore aujourd'hui pour cet objet. En effet, qui de nous, attardé, n'a pas été surpris par l'aspect et l'odeur exhalée, par ce bruyant et nocturne attirail chargé de troubler le repos de ceux qui résident sur son parcours ?

Depuis un mois les journaux retentissent d'annonces pompeuses promettant la disparition entière des inconvénients que nous venons de signaler, par des combinaisons, dit-on, excessivement ingénieuses, qui auraient pour but d'extraire les matières liquides et solides des fosses d'aisances, à l'aide du vide, opérations merveilleuses, d'après les affiches destinées à appeler des actionnaires. Mais la question est de savoir si ce projet, déjà proposé et mis à exécution il y a au moins dix ou douze ans, et qui a fait dépenser à peu près de 5 à 600,000 fr., est utilement praticable en présence des dispositions généralement adoptées dans les constructions des fosses, qui sont presque toujours placées dans des caves ou à rez-de-chaussée, et lorsque les ouvertures des maisons ne permettent pas toujours l'entrée de la voiture dans l'intérieur des cours, afin de faciliter à l'appareil pneumatique d'agir directement sur la fosse elle-même et d'en extraire les matières.

Au delà de 10 mètres 66 centimètres du point d'extraction, il ne peut y avoir absorption par le vide, et très souvent on sera dans l'obligation de ramener l'appareil au dépotoir pour y déverser de l'air, mais de matières point. Enfin, une machine pneumatique est un appareil de précision, qui ne peut et ne doit pas être manié par tout le monde sans courir le risque de le voir en très peu de temps hors de service.

Aussi nous expliquons-nous sans peine l'avis de la Préfecture de police inséré dans le *Moniteur universel* du 16 mai dernier, sur ces fallacieuses annonces et approbations.

Ce que nous encourageons et propageons, c'est ce qui est bon et appréciable pour tous. A cet effet, nous signalerons les améliorations apportées

par MM. A. Dugléré et C<sup>e</sup>, propriétaires du grand diviseur, système Bellezanne (1). Nous avons été plusieurs fois témoin de son mode d'opérer les vidanges, et certes, en une heure, sans odeur, sans bruit et sans matériel, avec une petite pompe, quatre hommes ont vidé de 20 à 25 mètres; c'est à un véritable progrès qui mérite d'être signalé, qui trouve sa confirmation dans le certificat de M. de Remilly, maire de Versailles, dont nous insérons ici un extrait :

« Nous, maire de Versailles, déclarons que le 3 mars dernier, à deux heures de l'après-midi, en présence de M. Paris, architecte de la ville, nous avons assisté à l'écoulement, sur la voie publique, des eaux vannes provenant de l'appareil séparateur (système Bellezanne) établi dans une fosse d'aisance, chez M. Petit, architecte, avenue de Saint-Cloud, 41; cette opération a été tout à fait satisfaisante : au moyen d'une pompe, quatre hommes ont vidé 10 mètres de liquide en vingt-cinq minutes, sur un parcours de 100 mètres pour se rendre à l'égout. Le public, témoin de ces faits, manifestait son étonnement de ce qu'il était possible d'écouler en plein jour, sur la voie publique, le liquide extrait d'une fosse d'aisance et rendu inodore. »

Cette opération semble un progrès appelé à rendre service à l'hygiène et à la salubrité, puisque, par l'emploi de ce système on paraît assuré, non-seulement d'une séparation complète, mais encore d'une désinfection facile, et telle que la vidange opérée en mars dernier a eu lieu de jour sans inconvénient.

De tels faits nous amènent naturellement à penser qu'avant peu il n'y aura plus de fosses mobiles, et que la voie publique sera enfin débarrassée de ses encombrants et dégoûtants haquets que l'on rencontre journellement à chaque pas.

3° *Du mode de séparation.* — La construction des fosses à séparation par filtration n'est pas nouvelle, elle remonte à près d'un siècle; ce n'est que depuis une dizaine d'années que l'on a vu surgir divers appareils plus ou moins ingénieux, abandonnés après quelques mois, à cause des inconvénients que l'expérience, grand maître en matière d'invention, n'a pas tardé à dévoiler.

En 1852, M. Bellezanne prit un brevet pour l'application du ciment romain à la construction d'un appareil, dit grand diviseur; de nombreuses

---

(1) Rue Saint-Honoré, 317.



expériences eurent lieu et démontrèrent tous les avantages que l'on pouvait retirer de l'emploi de cette innovation, dont voici la représentation exacte :



Aussi félicitons-nous MM. A. Dugléré et C<sup>e</sup>, aujourd'hui propriétaires de ce système, d'avoir eu l'heureuse idée d'y adjoindre les modifications importantes de notre collaborateur M. A. Chevallier fils, ce qui crée entre ses mains une industrie toute nouvelle, celle de la construction, par privilège exclusif, résultat de brevets spéciaux, en ciment romain, en chaux de Saint-Quentin, en pierres, dalles, ardoises, briques, marbres, granit, poterie, verre, laitier de hauts-fourneaux, grès émaillés, lave fusible, matériaux composés avec ouvertures cylindriques ou cylindro-coniques, et leur application à la séparation complète par filtration des liquides des fosses d'aisances, soit dans une fosse séparée, accolée ou placée en contre-bas de cave, nous paraît être une innovation des plus heureuses, qui laisse bien loin derrière elle tous ces prétendus et ingénieux appareils en métal qui sont oxydés et mis hors de service en très peu de temps.

La question de séparation, à l'aide des appareils Dugléré, est pour nous un fait accompli, et nous sommes porté à penser que la mise à jour de ce système n'a pas peu contribué à l'ordonnance de police du 29 novembre 1854. C'est là une véritable conquête industrielle qui doit rendre de grands services à l'hygiène et à la salubrité, et sur laquelle nous ne saurions trop appeler l'attention publique.

Ernest VINCENT.

## CHRONIQUE DE THÉRAPEUTIQUE ET DE PHARMACIE.

## THUYA OCCIDENTALIS CONTRE LES EXCROISSANCES VÉNÉRIENNES.

Le docteur hongrois S. Brecher assure s'être très bien trouvé de l'emploi externe du *thuya occidentalis* dans le traitement d'excroissances vénériennes rebelles qui avaient résisté à l'action du mercure, à la cautérisation et à l'excision. La teinture qu'il emploie est ainsi préparée selon Leo :

Pr. Feuilles de *thuya occidentalis*. . . . . 3 parties,  
Alcool rectifié. . . . . 6 —

(Ann. de la Flandre occid.)

## PERCHLORURE DE FER CONTRE LE VIRUS SYPHILITIQUE.

M. le docteur Rodet, ex-chirurgien en chef de l'hôpital de l'Antiquaille, à Lyon, vient de proposer comme infaillible, pour neutraliser le virus syphilitique, le perchlorure de fer.

Voici sous quelle forme il en conseille l'emploi :

Pr. Eau distillée. . . . . 32 grammes.  
Perchlorure de fer. . . . . }  
Acide citrique. . . . . } aa 4 —  
Acide chlorhydrique . . . . . }

Ou bien encore :

Pr. Eau distillée. . . . . 32 grammes.  
Perchlorure de fer. . . . . 4 —  
Acide chlorhydrique. . . . . 6 —

(Gaz. hebdom.)

## FUMIGATIONS SULFUREUSES. — NOUVEAU MODE.

M. le docteur Blaise vient d'imaginer un nouveau mode d'administration de fumigations sulfureuses. Il rappelle pour le principe les fumigations iodées conseillées dans ces derniers temps par le docteur Langiebert. C'est dire de suite que c'est au moyen de trochisques allumés que l'on donne la fumigation.

Ces trochisques sont formés de parties égales de soufre lavé et de nitrate de potasse, unis par un mucilage de gomme.

Na-t-on pas à craindre dans ce procédé un dégagement de vapeurs irritantes ?

(Revue de Thérap. méd. chir.)

### **TEINTURE D'IODE DANS UN CAS DE RHUMATISME NOUEUX.**

Dans un cas de rhumatisme articulaire chronique, dit rhumatisme noueux, MM. Trousseau et Lasègue ont obtenu une grande amélioration à l'état du malade par l'emploi de la teinture d'iode qu'ils ont administrée d'abord à la dose de 20 gouttes jusqu'à celle de 4 grammes par jour, mais fractionnée et divisée par son mélange avec ses boissons et ses aliments,

(Gaz. des Hôpit.)

### **INEFFICACITÉ DE L'IODURE DE POTASSIUM CONTRE LES ACCIDENTS SYPHILITQUES CHEZ UN MALADE QUI N'AVAIT PAS SUIVI LE TRAITEMENT MERCURIEL.**

Un cas remarquable dans le traitement de la syphilis a été rapporté dernièrement par M. Gubler, agrégé de la Faculté, remplaçant alors à l'Hôtel-Dieu M. le professeur Rostan.

Il s'agit d'un malade qui, après dix-sept ans, a présenté des accidents syphilitiques tertiaires, sans avoir jamais eu, dit-il, d'autres accidents antérieurs qu'un chancre à la verge.

M. Gubler lui a fait prendre de l'iodure de potassium qui a été sans efficacité aucune contre une exostose de la clavicule droite. L'iodure de mercure, au contraire, employé pendant un mois, amena la résolution graduelle de la tumeur en question.

Ce fait semble venir confirmer l'opinion émise et soutenue depuis longtemps déjà par des praticiens émérites, que l'iodure de potassium n'a d'action dans les accidents syphilitiques qu'autant que les malades ont préalablement subi un traitement mercuriel.

(Gaz. des Hôpit.)

### **MALADIES SATURNINES. — TRAITEMENT PAR LE CHLOROFORME.**

M. le docteur Aran, médecin de l'hôpital Saint-Antoine, agrégé à la faculté de médecine, vient d'employer avec succès contre les coliques de plomb, le chloroforme, sous forme de topique, de potion et de lavement.

Les doses sont de 40 gouttes de chloroforme dans une potion, et de 20 gouttes dans un lavement, mais ces quantités sont variables suivant

l'acuité des douleurs, et M. Aran a donné jusqu'à 100, 150, 200 et même 300 gouttes (4, 6, 8 et 12 grammes) dans les 24 heures.

Voici les formules préconisées par M. le docteur Aran :

Potion :	Pr. Chloroforme . . . . .	de 20 à	50 gouttes.
	Gomme adragante . . . . .		4 grammes.
	Sirop de sucre . . . . .	30	—
	Eau . . . . .	190	—

La gomme adragante, qui a pour but de suspendre le chloroforme, n'est pas indispensable; il suffit d'agiter la potion avant d'en faire prendre une cuillerée au malade.

Lavement :	Pr. Chloroforme . . . . .	de 20 à	50 gouttes.
	Gomme adragante . . . . .		8 grammes.
	Jaune d'œuf . . . . .	4	
	Eau . . . . .	125	grammes.

Ce lavement doit être conservé au frais dans un vase bien bouché.

### **BLENNORRHAGIE. — NOUVEAUX BOLS CAMPHRÉS.**

M. le docteur Lecrat Perroton, ancien médecin titulaire de l'hospice de l'Antiquaille de Lyon, recommande le traitement suivant contre la blennorrhagie.

Prendre 3 bols le matin et autant le soir, ainsi composés :

Pr. Copahu . . . . .	16 grammes.
Extrait alcoolique de cubèbes . . . . .	8 —
Camphre . . . . .	0gr., 12
Poudre de cubèbes . . . . .	Q. S.

Rouler ces bols dans la magnésie pour empêcher leur agglomération.

On se trouve encore bien de l'emploi des injections suivantes :

Pr. Eau distillée de roses . . . . .	250 grammes.
Sulfate de zinc . . . . .	1 —
Laudanum de Sydenham . . . . .	80 gouttes.
Extrait de Saturne . . . . .	60 —

Mêlez.

Dans les cas d'orchite, appliquez sur les bourses une compresse mouillée avec la liqueur froide suivante :

Eau de Goulard très saturée . . . . .	250 grammes.
Laudanum de Sydenham . . . . .	30 —



### **CALADIUM SEGUINUM CONTRE LE PRURIT DE LA VULVE.**

M. le docteur Scholtz, vient d'introduire dans la thérapeutique l'usage du caladium seguinum de la famille des aroidées, plante qui n'est pas sans rapport avec notre arum maculatum (Gouet). La teinture alcoolique de cette plante, employée pour guérir le prurit de la vulve, lui a fourni les plus heureux résultats.

(Arch. de méd.)

### **TRAITEMENT DE LA SCIATIQUE PAR LE CAUTÈRE, PANSÉ AVEC DES POIS NARCOTIQUES.**

M. le professeur Trousseau a mentionné dans la deuxième édition de son excellent traité de thérapeutique, les heureux effets qu'on peut obtenir dans le traitement de la sciatique par le cautère, pansé avec des pois narcotiques.

Un nouvel exemple de soulagement vient de nous être donné il y a quelque temps dans le service du même professeur ; la malade après huit jours de traitement n'éprouvait presque plus de souffrance; voici d'ailleurs la composition des pois employés,

Pr. Belladone . . . . . 1 gramme.

Extrait d'opium . . . . . 1 —

Poudre de gayac . . . . . 2 —

Mucilage de gomme adragante . . . . . Q. S.

F. S. A. 20 pois.

(Gaz. des hôpit.)

### **NÉVRALGIES REBELLES. — EMPLOI DE L'HUILE DE FOIE DE MORUE.**

M. le docteur Durant vient de trouver une nouvelle application de l'huile de foie de morue et qui a été suivie des meilleurs résultats. Il l'emploie à l'intérieur avec le plus grand succès, dit-il, comme des névralgies opiniâtres auxquelles le fer, l'arsenic et la quinine n'avaient apporté aucun soulagement.

(Assoc. méd. journ. et Bull. gén. de Thér.)

### **EMPLOI DE L'OXYDE DE CUIVRE DANS LE TRAITEMENT DES ENGORGEMENTS GANGLIONNAIRES.**

La pommade de bioxyde de cuivre (oxyde noir) formulée par le professeur Hopped-Bâle, vient d'être employée avec succès contre les engorgements ganglionnaires par le docteur Pondman. Les frictions faites pendant quelques jours ramollissent la tumeur, et en un mois ou six semaines l'induration a complètement disparu.

M. le docteur Hoppe emploie généralement les formules suivantes :

Oxyde de cuivre . . . . . 1gr. à 1gr.,50.

Axonge . . . . . 30.

Le docteur Pondman a élevé la dose de l'oxyde à 4 grammes.

(Gaz. méd. de Liège).

### TRAITEMENT DE LA TEIGNE. — ACÉTATE DE CUIVRE.

Dans le traitement de la teigne que tous les auteurs regardent maintenant comme une affection parasitaire, M. Bazin agit de la manière suivante :

Après avoir épilé les cheveux malades, on introduit dans l'ouverture récente des bulbes de pommade parasiticide. L'huile de cade dont on lotionne la tête pendant 7 ou 8 jours facilite l'épilation. Après cette première opération, afin d'enlever les matières grasses qui salissent le cuir chevelu, on les lotionne au moyen d'une éponge ou d'une brosse que l'on enduit du liquide suivant :

Pr. Eau distillée . . . . . 500 grammes.

Sublimé . . . . . 1 à 2

Alcool . . . . . Quelques gouttes.

Ces lotions doivent être continuées pendant une semaine, après quoi l'on frictionne tous les deux jours avec la pommade suivante :

Pr. Axonge . . . . . 100 grammes.

Acétate de cuivre . . . . . 0gr.,25 à 0gr.,50

M. le docteur Hardy qui a expérimenté par cette méthode en a retiré d'heureux résultats ; il modifie seulement la dernière pommade dans laquelle il augmente la proportion du sel de cuivre. Voici sa formule :

Pr. Axonge . . . . . 30 grammes.

Acétate de cuivre . . . . . 0gr.,25

(Gaz. des Hôpit.)

### EMPLOI DU VINAIGRE CONTRE L'ACARUS DE LA GALE.

M. le docteur Le Coeur, professeur à l'École préparatoire de médecine, chirurgien adjoint des hôpitaux de Caen, ayant remarqué les bons effets des frictions vinaigrées pour faire cesser les accidents produits par l'introduction sous la peau du petit acarus, désigné vulgairement sous le nom de *rouget*, a été conduit par analogie à appliquer un traitement identique pour faire disparaître l'acarus de la gale (*sarcoptes scabiei*).

Il fait pratiquer trois fois par jour sur les parties affectées, à l'aide

d'une éponge un peu rude imbibée de bon vinaigre, des frictions assez fortes pour pénétrer la peau. Sur dix cas, la moyenne du traitement a été de moins de cinq jours, et la guérison a été complète. (*Mon. des Hôpit.*)

### TRAITEMENT DE L'ANASARQUE PAR LES FLEURS DE GENÊT.

Le docteur Grazia y Alvares, de Cadix, vient d'employer avec succès une infusion de fleurs de genêt dans deux cas d'anasarque contre lesquels les saignées et les vésicatoires étaient restés impuissants.

Le malade prenait chaque jour un litre de cette tisane, et en quinze ou vingt jours la guérison fut complète. (*Journ. de méd. de Bordeaux.*)

### EFFETS DE LA SANTONINE COMME VERMIFUGE.

M. Garnier, pharmacien, publie dans le *Moniteur des Hôpitaux* une lettre où il vante les heureux effets de la santonine comme vermifuge.

Voici, dit-il, pour l'administration de la santonine, la formule que j'ai depuis longtemps adoptée, et qui réussit à merveille :

Pr. Santonine pure . . . . . 50 grammes.

Sucre pulvérisé . . . . . 950 —

Muclage . . . . . Q. S.

Faites une pâte que vous diviserez en deux mille petits noyaux de forme ovale, et que vous recouvrirez d'une couche de sucre pour obtenir des dragées de 50 à 60 centigrammes ( $\frac{1}{2}$  grain) de santonine. Dans cette proportion, les dragées sont très agréables et ont une action suffisamment marquée. Deux suffisent, matin et soir, aux enfants de six mois à un an; trois, matin et soir, à ceux de un à deux ans, et quatre, matin et soir, à ceux de deux à quatre ans.

### VERMIFUGE TRÈS EFFICACE DIT DES DEMOISELLES GARBILLON.

Le *Journal des Connaissances médicales pratiques* contient la formule suivante, dont M. le docteur Burson, médecin de l'Hôtel-Dieu à Chambéry, obtient chaque jour de bons résultats contre les vers intestinaux :

Pr. Semen-contrà en poudre . . . . . 128 grammes.

Aloës en poudre . . . . . 16 —

Pignon d'Inde en poudre . . . . . 8 —

Mélez exactement.

Dose de 1 à 4 grammes, le soir et le matin, immédiatement avant la soupe, en bol ou délayée dans un peu d'eau.

# ASSOCIATION DE LA BELLADONE, DU SOUFRE ET DE L'IPÉCA DANS LE TRAITEMENT DE LA COQUELUCHE.

Dans le traitement de la coqueluche, M. le docteur Sée a associé ainsi qu'il suit la belladone, le soufre et l'ipéca :

Pr. Poudre de racine de belladone . . . . .	0gr.,20
Poudre de dower. . . . .	0gr.,50
Fleur de soufre . . . . .	4 grammes
Sucre blanc. . . . .	Q. S.

Divisez en 20 prises.

Lorsque la belladone est sans action, le même auteur conseille l'usage des potions suivantes :

Pr. Eau de laitue. . . . .	125 grammes.
Sirop de pivoine . . . . .	30 —
Ammoniaque. . . . .	6 à 10 gouttes.
Pr. Cochenille. . . . .	0gr.,50
Carbonate de potasse. . . . .	0gr.,50
Eau bouillante. . . . .	100 grammes.

Trois fois par jour une cuillerée à café. (*Abeille médicale*).

## POTION POUR FACILITER LA DISTENSION DES FIBRES UTÉRINES.

Le docteur Collins emploie la potion suivante pour faciliter la version dans les cas de présentation de l'épaule :

Pr. Eau distillée . . . . .	180 grammes.
Tartre stibié. . . . .	0gr.,20 à 0gr.,40
Laudanum de sydenham. . . . .	20 gouttes.
Sirop de gomme . . . . .	20 grammes.

L'état nauséux produit par cette solution a fait cesser, selon le praticien que nous avons cité, chez beaucoup de malades, la résistance si gênante des fibres utérines. (*Journ. de méd. et de chir. prat.*)

## EXTRAIT D'OPIUM INTRODUIT PAR LE CATHÉTÉRISME.

M. le docteur Riberi de Turin, en se fondant sur les heureux effets de l'extrait d'opium, introduit dans les parties profondes de l'urètre et dans le vagin contre plusieurs affections nerveuses, telles qu'ischurie et coliques spasmodiques, hernies étranglées, etc., a eu l'idée de l'essayer dans le cho-



léra, dans le but de calmer les crampes, le ténésme de la vessie et de l'anus, la barre cholérique, etc.

D'après ce praticien, l'opium introduit par le cathétérisme dans la partie prostatique membraneuse de l'urètre, procure en général un sommeil de quelques heures à l'issue duquel la réaction commence. L'instrument le meilleur à employer dans ce cas est un cathéter en gomme élastique enduit d'opium.

(Gaz. des Hôpit.)

### BICARBONATE DE SOUDE EMPLOYÉ COMME ANTIPHLOGISTIQUE.

M. le docteur Lemaire a présenté à la Société des Sciences médicales de Paris un mémoire sur l'emploi du bicarbonate de soude contre les phlegmasies qui ont pour siège les membranes cutanées ou muqueuses et qui semblent avoir une tendance marquée à la production des fausses membranes. Il dit avoir obtenu de bons effets des préparations suivantes :

Pr. Potion avec. . . . . Eau commune. . . . . 350 grammes.

Bicarbonate de soude. . . . . 8 —

Sirop de fleur d'oranger . . . . . 30 —

Pr. Bain antiphlogistique : eau . . . . . 200 litres.

Bicarbonate de soude. . . . . 400 grammes.

### FUMIGATIONS D'OPIUM CONTRE LES NÉVRALGIES FACIALES ET LES CORYZAS INTENSES.

M. Lombard, de Genève, emploie les fumigations d'opium dans les cas de névralgies frontales, faciales, et contre les coryzas intenses. Deux années consécutives d'observations cliniques l'ont amené à des résultats qu'il croit devoir mériter l'attention des praticiens.

La méthode employée pour ce genre de fumigation est des plus simples : sur une pelle portée au rouge on projette le mélange suivant :

Pr. Opium brut pulvérisé. . . . .

Sucre . . . . . } 50 gr., 05

Benzoin . . . . .

et on expose la tête au-dessus des vapeurs, de manière à ce qu'elles pénétrant par la bouche aussi bien que par les fosses nasales.

La dose d'opium peut être augmentée et aller jusqu'à 0gr., 10 et même 0gr., 15. Chaque fumigation doit être répétée deux ou trois fois par jour sans qu'il en résulte d'accident.

Enfin M. Lombard emploie quelquefois aussi un autre procédé, et voici en quoi il consiste : on incorpore à de l'amadou préparé une solution

opiacée et on dessèche convenablement. Le malade allumé ensuite l'ama-dou, et, en le plaçant sous les fosses nasales, il absorbe les fumées qui se dégagent. (Gazette médicale.)

### EMPLOI DU COLLODION POUR GUÉRIR UNE HYDRO-CÈLE CONGÉNITALE CHEZ UN ENFANT.

Le docteur Malik a obtenu, dit-il, une guérison complète en recouvrant de collodion le testicule malade. Après plusieurs applications la guérison fut complète. — Notons toutefois que pendant les premiers moments la douleur causée par la constriction que détermine le collodion est assez vive, mais qu'elle n'est suivie d'aucun accident. (Gaz. méd. de Paris.)

### TRIBUNAUX ÉTRANGERS (1).

PAPIER ÉPISPASTIQUE D'ALBESPEYRES. — MARQUES. — CONTREFAÇON.

— TROMPERIE SUR LA NATURE DE LA MARCHANDISE.

*Cour d'appel de Bruxelles. — Présidence de M. Corbisier de Meaulxart.*

*Audience du 30 mai.*

Nous avons rapporté plusieurs décisions de tribunaux étrangers qui ont admis les justes réclamations portées devant eux par des Français; nous avons dit que cet exemple trouverait sans doute des imitateurs, et qu'il était permis d'espérer que les droits garantis à nos nationaux, soit par les législations étrangères, soit par des traités spéciaux, seraient loyalement, de part et d'autre, exécutés, et que des honteuses fraudes qui se pratiquent au détriment des négociants honorables, et au préjudice des consommateurs, auraient bientôt un terme.

La Cour de Bruxelles est entrée résolument dans cette voie en condamnant à une année de prison un Bruxellois qui avait contrefait un produit de nos principaux négociants.

Voici les faits :

M. Fumouze-Albespeyres est propriétaire du papier d'Albespeyres, dont la vente est considérable en France et dans les pays étrangers.

(1) Le jugement rendu par la cour de Bruxelles a trop d'importance par le principe qu'elle consacre pour que nous ne l'imprimions pas en entier.

M. Brunin-Labineau, pharmacien de Bruxelles, a cru devoir faire fabriquer et vendre du papier épispastique, qu'il présentait aux consommateurs comme provenant de M. Fumouze-Albespeyres. Le papier ne produisant pas ses effets ordinaires, plusieurs acheteurs ont signalé la fraude au procureur du roi de Bruxelles. Sur ces plaintes, une instruction a été ordonnée pour tromperie sur la nature de la marchandise. M. Brunin-Labineau a d'abord déclaré que le papier par lui vendu lui avait été expédié par la maison Béraud de Paris; qu'il avait tout lieu de croire que le papier épispastique qui lui était envoyé provenait des magasins de M. Fumouze-Albespeyres.

Par suite de cette déclaration, M. Fumouze-Albespeyres fit faire chez M. Béraud une perquisition qui eut pour résultat la saisie de la correspondance de M. Brunin-Labineau. Cette correspondance apprit que celui-ci avait demandé à M. Béraud, non pas du papier d'Albespeyres, mais du papier épispastique ordinaire; que ce papier lui était envoyé en paquet à Bruxelles, et que là M. Brunin-Labineau se chargeait de faire confectionner les boîtes et les étiquettes qui signalaient ce papier comme provenant de la maison de M. Fumouze.

En présence de cette révélation, M. Brunin-Labineau changea de langage; devant le tribunal de Bruxelles il reconçut qu'il avait fait les contrefaçons qui lui étaient imputées, mais que M. Fumouze n'avait pas le droit de lui demander en Belgique compte d'un pareil fait; il contestait d'ailleurs à M. Fumouze, citoyen français, le droit de se porter partie civile devant le tribunal de Bruxelles.

Dans ces circonstances, le tribunal de cette ville rendit, à la date du 7 janvier dernier, le jugement ainsi conçu :

« Le tribunal,

« Sur la fin de non-recevoir opposée à l'action de la partie civile;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du Code d'instruction criminelle, à la réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage;

Que l'article 63 du même Code accorde à toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit le droit d'en rendre plainte et de se constituer partie civile;

« Attendu que ces dispositions sont générales, qu'elles s'appliquent également aux étrangers, sauf que leur action est subordonnée à la condition de la caution *judicatum solvi*;

» Attendu que sur ce point la partie Blanpain s'est conformée aux dispositions de la loi ;

» Attendu qu'il est résulté des pièces du procès que le sieur Fumouze, ancien élève d'Albespeyres, inventeur du Papier épispastique pour le pansement des vésicatoires, est devenu son gendre et qu'il exploite cet établissement repris par lui sous la raison sociale de Fumouze-Albespeyres à Paris ;

» Attendu qu'il s'ensuit que son intervention comme partie dans la poursuite dirigée contre Brunin-Labineau est suffisamment justifiée par l'intérêt qu'il peut avoir dans la répression des faits qui pourraient nuire à son crédit et à la prospérité de son industrie,

» Rejette l'exception de non-recevabilité. »

Le tribunal, statuant au fond, déclara que, quelque déloyale qu'ait été la conduite du prévenu, les faits ne constituaient pas suffisamment de délit de tromperie sur la nature de la marchandise, et qu'il n'y a pas lieu dès lors de prononcer de condamnation.

Sur l'appel interjeté, tant par le procureur du roi de Bruxelles que par M. Fumouze, la Cour de Bruxelles, après avoir entendu le rapport de M. le conseiller KAIEMAN, M<sup>e</sup> VLEMINCKX pour la partie civile, et M<sup>e</sup> VAN SOIDSENHOVEN pour le prévenu, a, sur les conclusions conformes de M. l'avocat général HEYNDRICK, rendu l'arrêt suivant :

« Sur les fins de non-recevoir présentées par le prévenu :

« Attendu qu'il ne s'agit point dans la cause de la poursuite d'un fait de contrefaçon, mais uniquement de la poursuite du délit prévu par l'article 423 du Code pénal, dont la connaissance appartient à la juridiction correctionnelle ; que si pour commettre le délit le prévenu a dû préalablement se livrer à des faits de contrefaçon, cela peut bien, au point de vue de la moralité, aggraver le caractère du délit poursuivi, mais non en empêcher ou entraver la poursuite ;

« Adoptant, au surplus, quant aux fins de non-recevoir, les motifs et le dispositif du premier ;

« Au fond :

« Attendu qu'il est prouvé, tant par l'instruction et les documents du procès que par les débats, que le prévenu, après avoir fait imprimer la contrefaçon du prospectus, des instructions, des étiquettes, de la marque et de la signature qui enveloppent un médicament justement accrédité en médecine sous le nom de Papier épispastique pour le pansement des vésicatoires, de Fumouze-Albespeyres, a, dans un but de lucre,



vendu à plusieurs personnes, en 1853, un médicament épispastique qu'il avait préparé ou fait préparer, et qu'il avait, au préalable et frauduleusement, enveloppé de l'imprimé ci-dessus indiqué dans des boîtes également contrefaites, et ce en l'annonçant et le débitant sous le nom de Papier épispastique d'Albespeyres-Fumouze, nos 1, 2 et 3 :

« Attendu que le fait de cette vente est prouvé non-seulement par témoins, mais encore par l'aveu du prévenu à l'audience, corroboré d'ailleurs par la saisie, dans son officine, de 490 boîtes, toutes enveloppées de l'imprimé ci-dessus ;

« Attendu que si l'instruction a établi que la base première du médicament Albespeyres, et de celui débité sous ce nom par le prévenu, est la *Cantharidine*, substance épispastique, elle a, d'un autre côté, clairement établi :

« 1° Que le papier employé par Albespeyres et expressément confectionné par lui est d'une nature douce, propre à ménager la sensibilité de la peau ; que celui du prévenu ne présente pas cet avantage ;

« 2° Que la pommade n'est pas étendue de la même façon dans l'une et dans l'autre préparation ;

« 3° Que les points de fusion de la pommade diffèrent dans les deux préparations ;

« 4. Que le médicament contrefait est d'une nature inférieure au véritable ;

« 5° Que les numéros 1, 2 et 3 des boîtes véritables sont dosés et gradués de cette manière : le numéro 1, qui se subdivise lui-même en deux catégories, est destiné aux enfants et aux personnes du sexe d'un tempérament faible ; le numéro 2, aux personnes d'un âge mur ; le numéro trois, aux vieillards. L'instruction imprimée a soin de faire connaître aux acheteurs cette condition essentielle ;

« Dans la contrefaçon du prévenu, au contraire, bien que les étiquettes et les instructions imprimées annoncent aussi que cette distinction a été observée, il n'y a réellement, pour les trois numéros, qu'une préparation analogue au numéro 2, toujours avec les traits d'infériorité ci-dessus signalés ;

« Attendu qu'il suit de ce qui précède que le prévenu s'est ainsi rendu coupable du délit de tromperie de la nature de la marchandise qu'il vendait ; que la nature d'un médicament ne consiste pas seulement dans la matière première qui en forme la base, mais encore dans la manière dont il est préparé, dans la quantité ou dose qui y est employée à telle

ou telle fin et dans la manipulation plus ou moins habile suivie pour l'attacher à l'excipient ou pour le combiner avec lui ;

« Qu'ainsi, dans l'espèce, l'épispastique propre à l'âge mûr a été insuffisant administré au vieillard et trop énergique donné à l'enfant ; ces nuances constituent évidemment aussi la nature de la marchandise appelée médicament, dont la propriété est d'être, suivant les doses, inerte, inefficace ou nuisible, ce qui est surtout vrai d'une substance épispastique, telle que la cantharidine ;

« Attendu qu'il est juste de ne point perdre de vue, dans la détermination de la peine, que le délit s'attaque à la santé publique ; que le prévenu a déjà été condamné à l'emprisonnement du chef d'un pareil délit ; et qu'enfin il a subi de nombreuses condamnations à des amendes pour contraventions aux lois sur l'art de guérir ;

« Attendu que la réformation du jugement sur le point principal (l'acquiescement du prévenu) entraîne nécessairement la réformation de la partie de ce jugement, qui condamne la partie civile à des frais d'inscription dans divers journaux, sans qu'il soit nécessaire d'examiner la question de savoir si, après l'acquiescement du prévenu, le prévenu avait encore le pouvoir de prononcer une réparation quelconque à la charge de la partie civile ;

« En ce qui concerne les conclusions de la partie civile ;

« Attendu que la conduite du prévenu, telle qu'elle a été ci-devant établie, a nécessairement jeté sur la propriété de la partie civile un discrédit très-préjudiciable à raison, d'une part, de l'étendue du commerce du prévenu, et, d'autre part, de la nombreuse clientèle de la partie civile, et qu'il est naturel de penser qu'on aura imputé à celle-ci d'être l'auteur des défauts et des inconvénients de la drogue du prévenu ;

« Attendu que ce préjudice est réel, et que la partie civile est recevable et fondée à en demander la réparation aux termes des art. 1382 du Code civil, et 1 du Code d'instruction criminelle ;

« Rejette et déclare non fondées les exceptions et fins de non-recevoir proposées devant elle par le prévenu ;

« Statuant sur les appels du ministère public et de la partie civile,

« Confirme le jugement attaqué en ce qu'il a rejeté l'exception de non-recevabilité du prévenu ;

« Met au néant tout le surplus du même jugement ;

« Emendant, déclare Jean-Népomucène-Adolphe Brunin-Labineau coupable du délit prévu par l'article 423 du Code pénal, pour avoir, à

Bruxelles, en 1853, trompé les acheteurs sur la nature de la marchandise qu'il leur vendait, à savoir en leur vendant, pour du papier épispastique pour le pansement des vésicatoires de la maison Albespeyres-Fumouze, un papier épispastique contrefait et différent de nature du véritable

En vertu des articles 423, 42 du Code pénal et 194 du Code d'instruction criminelle,

« Condamne ledit Jean-Népomucène-Adolphe Brunin-Labineau à un emprisonnement d'une année, et par corps à une amende de 200 fr. et aux frais des deux instances, liquidés à 9 fr.;

« Faisant droit sur les conclusions de la partie civile,

« Condamne ledit Brunin-Labineau, même par corps, à payer à celle-ci la somme de 4,000 fr. à titre de dommages intérêts;

« Autorise l'insertion du présent arrêt à la diligence de la partie civile, et aux frais du condamné, dans un journal de Paris et dans un journal de Bruxelles, au choix de la partie civile. »

### BIBLIOGRAPHIE.

#### L'OFFICINE, OU RÉPERTOIRE GÉNÉRAL DE PHARMACIE PRATIQUE:

Contenant : 1° le dispensaire pharmaceutique, ou prospectus des pharmacopées légales et particulières : allemande, américaine, anglaise, belge, espagnole, française, hollandaise, italienne polonaise, portugaise, russe, sarde, suédoise, etc. ; des formulaires, matières médicales et recueils divers de médecine et de pharmacie des mêmes pays ; précédé de tableaux présentant la concordance de divers poids médicaux de l'Europe entre eux et avec le système décimal ; d'une instruction sur les aéromètres et les thermomètres ; d'un calendrier pharmaceutique ; d'un aperçu sur les classifications pharmaceutiques, thérapeutiques et d'histoire naturelle : de l'art de formuler ; d'une instruction sur la manière de tenir le livre-copie des prescriptions magistrales ; des signes abrégés et d'une proposition des signes nouveaux de pondération médicinale ; 2° la pharmacie légale, comprenant la législation pharmaceutique, ou recueil des lois, décrets, arrêtés et pièces diverses contenant l'exercice de la pharmacie ; la toxicologie, ou petit traité des moyens propres à faire connaître les poisons et à combattre leurs effets ; l'essai pharmaceutique des médicaments simples et composés, ou

petit traité des moyens propres à faire reconnaître leur nature et leur falsification; 3<sup>e</sup> l'*appendice pharmaceutique*, comprenant la pharmacie vétérinaire, la pharmacie homœopathique, la chimie pharmaceutique (analyse), le *mémorial thérapeutique*, et un miscellanée d'articles qui intéressent la pharmacie pratique; 4<sup>o</sup> le *tarif général de pharmacie* et de branches accessoires, précédé du tarif des manipulations; par DORVAULT, directeur de la pharmacie centrale des pharmaciens de France; quatrième édition, revue, corrigée et considérablement augmentée: 1 très fort volume grand in-8, compacte, de 1050 pages avec planches intercalées dans le texte, imprimé sur deux colonnes et contenant la matière de six volumes in-8 ordinaires. — Prix broché: 11 fr. à Paris et 14 fr. *franco* par la poste; relié solidement, prix: 13 fr. à Paris.

#### REVUE PHARMACEUTIQUE DE 1854.

Supplément à l'*officine pour 1855*, recueil annuel présentant le résumé complet de ce que les journaux spéciaux ont publié d'intéressant pour les pharmaciens, les médecins et les vétérinaires, pendant l'année qui vient de finir en *pharmacotechnie, chimie, physiologie, thérapeutique, histoire naturelle, toxicologie, hygiène économie industrielle, économie domestique, etc.*; par DORVAULT. Grand in-8. — Prix: 1 fr. 50 c. pour Paris et 2 fr. *franco* par la poste.

Les deux ouvrages se trouvent à Paris, chez Labé, libraire de la Faculté de médecine, place de l'École-de-Médecine.

#### GUIDE PRATIQUE DES ÉLEVEURS DE SANGSUES;

Par LOUIS VAYSON.

Deuxième édition.

Paris, 1855. — 1 vol. in-8 de 230 pages avec 7 planches. — Prix: 5 fr.

A Paris, chez J.-B. Baillière; libraire de l'Académie impériale de médecine, rue Hautefeuille, 19.

#### CHIMIE DES COULEURS POUR LES PEINTRES A L'EAU ET A L'HUILE.

Comprenant l'historique, les propriétés physiques et chimiques, la préparation, la falsification, l'action toxique et l'emploi des couleurs anciennes et nouvelles, par M. J. LEFORT. — 1 vol. grand in-18. — Prix: 4 fr.

A la librairie médicale et scientifique de Victor Masson, place de l'École-de-Médecine, 17.

Le Gérant: A. CHEVALLIER.

Paris — Typographie de E. et V. PENAUD frères, rue du Faub.-Montmartre, 10.